

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 14 septembre 2023.

A défaut de bonnes nouvelles pour rester en bonne santé et garder le moral.

HAUSER - Rebel With a Cello - Live in Budapest - Hungary (Full Concert) - 22.12.2022

<https://www.youtube.com/watch?v=JkPUS0Zdwd8>

A quoi bon épiloguer.

Je conçois qu'il y en ait de plus en plus qui croient que la situation est inextricable et désespérée, et que le mieux qu'il nous resterait à faire serait de s'en accommoder comme on peut, de manière à nous épargner le pire. Fatale illusion en réalité, parce que nos ennemis attendent justement cette occasion pour nous pourrir la vie encore plus, car ils ne vont pas profiter de la situation qu'ils ont amplement contribué à créer pour nous faciliter l'existence, bien au contraire.

On aura compris qu'une illusion en entraînerait une autre et ainsi de suite, ce que la plupart d'entre nous ne veulent pas admettre.

Un scientifique nous explique que finalement la science n'a pas évolué depuis les années 30 du XXe siècle, un autre, que pratiquement aucun nouveau médicament (allopathique) n'a vu le jour depuis un demi-siècle, et pourtant tout le monde avait entendu et cru le contraire durant toutes ces longues décennies. En matière de paléontologie, d'astrophysique, de biologie, de climatologie, etc. le même constat s'impose.

Le développement des nanosciences n'allait pas être destiné à faire avancer la science ou à participer au bien-être des hommes, mais plutôt à mettre au point des technologies qui serviraient à satisfaire de nouveaux besoins aussi illusoire qu'éphémères, qui contribueraient à alimenter la machine capitaliste et à subordonner davantage les hommes aux conditions matérielles d'existence qui leur étaient imposées, au lieu de les aider à s'en émanciper ou à gagner en liberté, parce qu'ils devaient en demeurer les esclaves malgré eux, puisqu'ils seraient incapables d'en prendre conscience et de s'en servir pour mener leur lutte émancipatrice (du règne de la nécessité).

On en a l'illustration ici, puisque leurs applications dans le domaine de la communication dont fait partie Internet, n'ont pas permis aux classes exploitées et opprimées d'élever leur conscience politique au niveau des tâches historiques qu'elles devaient accomplir pour se libérer du capitalisme et mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il y en a parmi nous qui continuent de penser comme au XIXe siècle.

Déjà tout au long du XXe, ils n'avaient pas réalisé que le monde se transformait rapidement et radicalement, même si les fondements du système économique dominant (capitaliste) demeuraient inchangés. Alors que dire de nos jours, sinon qu'ils sont pratiquement totalement déconnectés de la réalité, même si aujourd'hui (et demain) un grand nombre d'enseignements de la lutte de classe du passé demeurent valables. Il n'en demeure pas moins, que les conditions dans lesquelles nous menons notre lutte de classe n'ont plus grand chose à voir avec celles d'autrefois, où l'information et la connaissance se transmettaient principalement de bouche à oreille ou sous forme manuscrite pour ceux qui savaient lire, c'est-à-dire une minorité de la classe ouvrière issue de la paysannerie pauvre illettrée, faut-il le rappeler.

Depuis la situation a évolué, la totalité de la population a été instruite, et elle dispose dorénavant de divers instruments très sophistiqués à sa portée de communication et de transmission des connaissances, dont Internet, qui servent notamment à conditionner les masses, à formater leur cerveau, à manipuler les consciences, de sorte qu'elles deviennent des agents inconscients de leurs ennemis ou œuvrent à leur propre perte, sans qu'à aucun moment elles ne puissent se saisir de ces instruments pour agir dans leurs propres intérêts ou pour s'organiser et mener leur combat politique, chacun peut en faire le constat, n'est-ce pas ?

La philosophie nihiliste qui accompagne l'idéologie néolibérale totalitaire, remet quotidiennement en cause les connaissances acquises au cours des siècles antérieures, nie leur fondement sans fournir d'éléments nouveaux ou la moindre preuve scientifique de ses assertions. Elle a une fonction essentiellement déstabilisatrice et destructrice uniquement destinée à empêcher quiconque de pouvoir analyser la situation ou de s'en faire une idée aussi précise que possible de manière libre et indépendante (pour agir), de sorte qu'elle reste seule en lice et s'impose à tous.

Parvenu à ce stade, elle sera devenue invasive, omniprésente, au point que chacun se sente obligé d'y faire référence ou de l'inclure dans son mode de penser plus ou moins inconsciemment. Par exemple, vous ne niez pas l'existence d'une pandémie virale survenue naturellement ou n'ayant rien d'extraordinaire, ou le réchauffement climatique de nature anthropique, provoquée affirmement-ils par l'activité humaine, encore moins la responsabilité de la Russie dans le déclenchement de la guerre en Ukraine, celle d'al-Qaïda dans le 11 septembre 2001... Ce qui est remarquable, c'est que même si vous aviez de sérieux doutes sur les récits (frauduleux) qu'on vous avait présentés, il n'en demeure pas moins que vous les adopterez quand même. En pratique cela se traduira ainsi : vous garderez soigneusement au fond d'un tiroir le principe de l'autodétermination des peuples par crainte d'être accusé de soutenir des dictateurs avérés ou non, peu importe que ce soit au profit de l'impérialisme américain, de l'OTAN, etc. des organisations terroristes qu'ils ont fabriquées ou qu'ils instrumentalisent ; peu importe aussi les innombrables contradictions, incohérences, coïncidences, mensonges grossiers qui ont émaillé le récit officiel sur la covid-19, vous militerez pour le port d'une muselière (masque), vous irez jusqu'à réclamer pour tous, y compris dans les pays pauvres, leur saloperie d'injection génique expérimentale ; Bien que le CO2 produit par l'homme soit insignifiant, bien que la température dans le passé ait été plus élevée dans le passé quand le taux de CO2 était moins important qu'aujourd'hui, bien que finalement il n'existe aucune corrélation entre les deux ou si peu, peu importe, vous baisserez la température de votre habitation, vous réduirez votre consommation de viande, vous envisagez peut-être d'acheter un véhicule électrique si vous en avez les moyens, etc. bref, tout cela est accessible à tous via Internet, à des degrés divers, vous vous conduirez en parfait inconscient, en esclave bien discipliné du Forum économique mondial.

Les hommes étant tous différents les uns des autres, il va de soi que chacun abordera ces sujets à sa manière, de préférence en privilégiant ses intérêts individuels, puisqu'on nous dit qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort, ce qui donnera lieu à une formidable foire d'empoigne, des désaccords et des polémiques violentes et interminables, des manifestations malsaines de rage, de haine, qui ne seront pas sans conséquences évidemment. Ce comportement contribuera à disloquer tous les rapports qui existaient encore entre les différents membres de la société, d'une même famille, dans un même parti politique, tandis qu'en face nos ennemis, bien qu'ils soient en concurrence entre eux, ils demeureront unis pour mieux nous combattre et nous écraser, ce qui évidemment nous sommes toujours incapables de faire, hélas !

Nous en sommes-là en gros. Ce n'est pas très encourageant, mais il ne faut pas désespérer pour autant.

Il faut bien avoir conscience qu'en rejetant le socialisme, nous nous sommes privés de la seule issue politique collective capable de mettre un terme au capitalisme et à la situation abominable actuelle. Nous n'avons plus aucune perspective politique collective à proposer aux travailleurs et aux jeunes pour les rassembler, aux opposants au régime dictatorial de Macron-Davos se réclamant du mouvement ouvrier, aux membres des classes moyennes susceptibles de rompre avec le capitalisme et ses institutions, pour les fédérer et mener ensemble le combat politique contre notre ennemi commun.

Il existe des dizaines de formations politiques se réclamant de la classe ouvrière, plus encore de médias dits alternatifs ou de "*gauche*", plus encore par milliers des blogs et autres portails Internet dits également de "*gauche*", et tous se comportent en vulgaires boutiquiers, en croyant entourés de fidèles distillant la parole divine de leurs dirigeants qui n'ont manifestement pas inventé le fil à couper le beurre, vous remarquerez qu'ils ont tous adopté le comportement que j'ai décrit plus haut, pas un seul ne peut faire prévaloir son indépendance, pas un seul. Cela me gêne un peu de le dire, on va encore m'accuser de mégalomanie ou de manquer de modestie, j'en parle en connaissance de cause, parce que j'ai étudié sérieusement pendant des mois ou des années tous les sujets que nous avons abordés sans aucun a priori. Je connais par cœur tous les arguments qui servent à cautionner le récit officiel, quel que soit l'évènement en question, ce qui fait qu'au premier coup d'œil je repère toute compromission, toute entaille dans la vérité des faits.

Difficile ou impossible d'en discuter sereinement entre nous, parce qu'au point de départ on n'utilise pas les mêmes paradigmes, les mêmes règles ou principes, valeurs, mesures si voulez. On peut surmonter ce handicap en essayant d'adopter les mêmes instruments logiques, mais c'est loin d'être gagné d'avance. En revanche quand les positions adoptées par quelqu'un expriment ses intérêts individuels ou sont influencées par elles, cet obstacle est quasi-insurmontable. Vous pouvez l'identifier de la sorte, il le niera et vous n'aurez aucun moyen de le contrer. C'est similaire à la mauvaise foi ou au procès d'intention, on est impuissant face à cette attitude qui relève de la malhonnêteté intellectuelle, même si elle s'avère grotesque ou ridicule. Une personne qui a placé là son amour-propre, qui s'identifie aux idées qu'elle a adoptées ou définies, elle ne lâchera jamais prise, c'est compliqué pour elle de s'abaisser à reconnaître qu'elle a commis une erreur d'appréciation, sauf si elle estime pouvoir en tirer profit, on peut lui suggérer pour l'aider. La plupart du temps les gens affirment un tas de choses sans n'avoir jamais rien étudié.

En présence de croyants, qu'est-ce que vous voulez leur opposer ? Et puis, ils vous sortiraient que vous n'êtes pas forcément le mieux placé pour leur tenir ce discours, vous n'êtes pas médecin, climatologue, physicien, scientifique ou chercheur, votre parole vaut la leur, autant dire que vous perdez votre temps. Vous pouvez avoir la patience d'écouter attentivement les autres, cela ne suffira à rien s'ils ne vous écoutent pas à leur tour. Vous pourrez leur montrer que vous les avez écoutés en démontant leur argumentation, s'ils ne vous écoutent pas cela servira à que dal.

Il ne suffit pas d'être bien disposé ou bien intentionné, bien que ce soit indispensable, il faut connaître son sujet évidemment, il faut surtout que la personne à qui on s'adresse apprenne à écouter et à réfléchir, à manier les instruments élémentaires de la logique, à les reconnaître pour commencer. Ensuite, il faut se caler sur la même longueur d'onde, sinon la personne ne captera pas le signal, votre discours lui paraîtra inaudible, c'est à nous d'y veiller aussi, il faut choisir une onde que la personne pourra capter, si vous l'abordez avec la physique quantique ou en employant une terminologie absconde, vous aurez tout faux !

En principe des militants et des travailleurs instruits ou évolués sont à même de comprendre ce que je viens d'expliquer, s'ils ne le saisissent pas, c'est qu'on s'est mal exprimé ou qu'on s'y est mal pris. Sinon, cela vient d'eux et signifie que les conditions ne sont pas réunies pour qu'ils progressent. On n'a pas à culpabiliser, s'ils s'en foutent, c'est qu'ils ont leurs raisons pour cela, lesquelles, ils n'en savent peut-être rien eux-mêmes, quoi qu'il en soit on n'insistera pas. Toutefois, que ce comportement observé soit une quasi généralité doit nous questionner. Là je n'ai pas de réponse.

Personnellement je ne peux pas en faire davantage, désolé. Récemment j'ai rompu mes relations avec ma fille, après qu'elle m'eut traité de "*complètement con*", il y a des limites à tout. Elle a peut-être raison, qui sait, mais dans ce cas-là, que dire ou que doit-elle penser de la plupart des hommes et femmes qui peuplent notre planète et qui manifestement sont plus inconscients que moi, je n'ose même pas l'imaginer. Je partage la vie d'une femme tamoule analphabète ultra arriérée selon nos critères, d'un autre monde que le nôtre selon les siens tout aussi respectables que j'adopte volontiers, ni l'un ni l'autre n'ayant choisi les conditions qui nous ont été imposées à partir de notre naissance à ce que je sache, je ne tolère aucun jugement en la matière, car il serait forcément injuste. Ne croyez jamais les personnes qui s'attribuent des qualités telles que la tolérance, la liberté d'expression, etc. qui prétendent être bien intentionnées ou dénuées d'arrière-pensées car dès que l'occasion se présente ils font exactement la démonstration inverse.

Tout cela pour dire, qu'il va falloir élever encore notre niveau de conscience, si on veut vraiment un jour parvenir à réunir les conditions pour changer la société et le monde. On est mal barré, je vous l'accorde, mais gardons espoir, raisonnablement c'est possible. Avons-nous vraiment le choix ? Pas vraiment là non plus.

Je pensais créer deux bulletins téléchargeables à remplir et renvoyer éventuellement, un d'adhésion à notre courant politique, et un destiné aux sympathisants du portail *Le socialisme*. Qu'en pensez-vous ?

Je me suis dit que ce serait dommage d'avoir fait tout ce travail pour rien. Vous allez peut-être penser qu'il est bien tard pour y venir, peut-être, au moins on aura essayé. Je pourrais tout

aussi bien arrêter du jour au lendemain en l'absence de tout soutien déclaré, tout est possible. Tout dépendra aussi de mon état de santé.

Un dernier mot.

Au XIXe siècle les marxistes développèrent un mode de pensée universel, outre l'économie et la politique, ils abordèrent tous les domaines de connaissance, les mathématiques, l'ethnologie, les sciences naturelles, la géologie, la physique, la chimie, la biologie, la médecine, la philosophie, la psychologie, etc. les arts aussi, leur expertise ou le sérieux de leurs travaux fut reconnue et adoptée, partagée par des pans entiers du mouvement ouvrier international encore largement en gestation... Pourquoi ? Parce que pour aborder tous ces domaines ou formuler leurs analyses et conclusions qui sonnaient justes, ils avaient employé la méthode du matérialisme dialectique, c'est ainsi qu'ils incarnèrent le summum de la connaissance, la vérité telle qu'elle pouvait exister à leur époque. Ceux qui se réclamaient du socialisme scientifique ou du communisme partageaient les mêmes connaissances, les connaissances universelles de leur époque.

Ils avaient adopté un mode de penser scientifique, tout simplement.

De nos jours, cela n'existe pas ou plus, nulle part dans le monde. C'est l'objectif qu'on doit pourtant se fixer, atteindre un niveau de maîtrise du matérialisme dialectique qui permette d'acquérir un niveau de conscience le plus élevé possible dans tous les domaines, bref, universel et soit aussi pur et inaltérable, inoxydable ou incorruptible qu'un diamant. Pour nous qui représentons les plus pauvres, vous avouerez, quel paradoxe !

Dans la poubelle de l'actualité.

- Macron hué, littéralement conspué pendant au moins 30 secondes : Dehors le tyran !

Coupe du monde de rugby: Emmanuel Macron copieusement sifflé avant France-Nouvelle-Zélande - rmcsport.bfmtv.com 8 septembre 2023

- A l'image de la fine équipe de psychopathes au pouvoir, médiocrité sans fond : Cérémonie d'ouverture de la coupe du monde de rugby : “ringard”, “cliché”, “désastre”, “beauf”, “nulle”...

- Renaissance, le parti de Macron, de quoi, mais de l'Ancien Régime !

- Youpi, enfin de la chair fraîche avec le séisme au Maroc et son lot de destructions et de cadavres encore tout chauds, un vrai régal, et comme s'est réconfortant !

Les sadiques s'en donnent à cœur joie, cela se sent ou plutôt cela pu les charognards, ils ne peuvent pas s'empêcher de le manifester ouvertement, cela leur procure une jouissance sans pareille.

- L'humanisme est la politesse des gangsters de la finance... Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Que monseigneur est généreux, tu parles, Bernard Arnault donne 10 millions d'euros aux Restos du Cœur, tandis qu'en un mois et demi sa fortune s'est accrue de 22 milliards de dollars.

Selon les derniers chiffres publiés par Forbes le 22 mai 2023, la valeur nette en temps réel de Bernard Arnault et de sa famille s'élève à 233,3 milliards de dollars. Cela représente une augmentation remarquable par rapport à sa valeur nette de 211 milliards de dollars enregistrée le 4 avril 2023, lorsqu'il a pris la première place du classement des milliardaires de Forbes. forbes.fr 01 juin 2023

Pour rappel.

Louis Vuitton appartenant à Bernard Arnault a été épinglé par la Cour des comptes en 2018, parce qu'il avait recouru à l'optimisation fiscale afin d'éviter de payé 518 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés.

Hausse des prix et files qui s'allongent : derrière les Restos du cœur, tout le secteur de l'aide alimentaire est piégé par l'"effet ciseau" de l'inflation - francetvinfo.fr 7 septembre 2023

Le réseau fondé par Coluche a distribué 170 millions de repas en un an, soit 30 millions de repas supplémentaires par rapport aux 12 mois précédents. Ces chiffres avancés dimanche par son président, Patrice Douret, n'illustrent pas seulement l'efficacité des Restos, mais aussi et surtout la hausse spectaculaire de la demande. Sur la même période, les prix de l'alimentation ont augmenté de 11,1%, selon l'Insee.

Même constat à la Croix-Rouge, où la recrudescence des demandes date de 2022 (+22% par rapport à 2021), mais se confirme cette année (+9,3% au premier semestre). Au Secours populaire, Jean Stellitano estime que le nombre de bénéficiaires a augmenté "de 20 à 40%" selon les antennes locales. Il s'alarme de voir arriver des personnes en théorie à l'abri de la faim, comme des salariés ou même des propriétaires : *"Ils travaillent au taux horaire du smic, ou à temps partiel, et ne s'en sortent pas avec le carburant qui frise les 2 euros, les prix de l'énergie, et +20% pour certains produits alimentaires de base"*.

Concentration du pouvoir et de la richesse.

Artémis, holding de la famille Pinault, prend le contrôle de l'agence Creative Artists Agency - AFP/LePoint.fr 8 septembre 2023

Artémis, holding de la famille Pinault, va prendre le contrôle de l'agence de talents américaine Creative Artists Agency (CAA), l'une des plus importantes au monde et présente dans le divertissement et le sport. L'accord entre les parties prévoit le rachat par Artémis de la participation majoritaire détenue par la société d'investissement américaine TPG, entrée dans le capital de CAA il y a 13 ans, selon un communiqué commun publié jeudi.

Selon plusieurs médias, TPG avait porté sa participation de 35 % en 2010 à 53 % en 2014. La société d'investissement Temasek, dont le siège se trouve à Singapour, restera actionnaire minoritaire, a précisé le communiqué. Le montant de la transaction, dont la finalisation est attendue d'ici à la fin de l'année, n'a pas été divulgué.

Plusieurs médias américains avaient évoqué, il y a quelques jours, une prise de participation portant sur environ 7 milliards de dollars. Fondée en 1975, l'agence représente des artistes ainsi que des marques notamment dans le divertissement (cinéma, télévision, mode, édition, jeux vidéo, théâtre, etc.) et le sport (football, basketball, baseball, football américain, etc.). Figurent notamment dans son portefeuille très fourni et très diversifié les chanteurs Ariana Grande, Aerosmith et Beyoncé, les acteurs Tom Hanks, Helen Mirren, Brad Pitt ou encore Salma Hayek – qui n'est autre que l'épouse de François-Henri Pinault –, ainsi que l'entraîneur de l'équipe du Real Madrid, Carlo Ancelotti.

Le trio de direction reste en place

« L'exceptionnelle perspicacité, les relations et l'accès à différents secteurs clés, associés à un très vaste niveau de collaboration et d'innovation, offrent à l'entreprise une position formidable pour fournir des opportunités mondiales à la diversité de ses clients », a estimé François-Henri Pinault, patron d'Artémis, cité dans le communiqué. « CAA remplit toutes les caractéristiques pour faire partie de la famille Artémis, apportant à nos autres actifs une diversité accrue en termes de présence géographique et d'activités », a-t-il ajouté.

Artémis, fondée en 1992, est actionnaire majoritaire du groupe de luxe français Kering (Gucci, Yves Saint Laurent, Bottega Veneta, Balenciaga) et possède également la maison d'enchères Christie's, plusieurs vignobles et des actifs dans le sport comme le Stade Rennais FC (Ligue 1 de football). AFP/LePoint.fr 8 septembre 2023

Seuil de pauvreté, repas sautés: les chiffres qui montrent l'explosion de la précarité étudiante en France - BFMTV 13 septembre 2023

De plus en plus d'étudiants sont contraints d'aller à l'aide alimentaire à cause des ravages de l'inflation, selon les conclusions d'une enquête de l'association Linkee.

Selon cette enquête, 76% des étudiants interrogés ont un "reste à vivre" de moins de 100 euros par mois, soit l'équivalent de 3,33 euros par jour, une fois leurs factures payées.

"Les étudiants sont très en dessous du seuil de pauvreté", alerte l'association. L'Insee explique que ce seuil est fixé en France par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population. En 2019, il correspondait à un revenu disponible de 1102 euros par mois pour une personne seule.

Nette hausse par rapport à 2022

Mais l'enquête de Linkee montre qu'une écrasante majorité des 5115 étudiants interrogés vit en dessous de ce seuil. 91,7% d'entre eux vivent avec moins de 1000 euros par mois et 47% d'entre eux vivent même en dessous de 400€par mois.

Une précarité qui se ressent dans l'assiette. L'association remarque une "*hausse spectaculaire de la précarité alimentaire*": 54% des jeunes interrogés sautent des repas pour des raisons financières, contre 43% en 2022.

Plus de sept étudiants sur dix (73%) ne peuvent pas s'acheter de viande et 37% ne peuvent pas acheter de fruit. L'augmentation de la précarité se remarque encore plus du côté des légumes: 23% des sondés disent ne peuvent pas en acheter, contre 12% en 2022, une proportion qui a presque doublé. BFMTV 13 septembre 2023

Totalitarisme. Agenda 2030. Ils veulent absolument tout contrôler jusqu'à la manière de vous torcher le cul !

J-C – Et dire que ce sont les mêmes qui vous expliquaient que le communisme consistait à imposer un mode de vie standard à la totalité de la population, l'aviez-vous remarqué ? En réalité, c'était pour mieux camoufler leurs véritables intentions totalitaires, l'inversion accusatoire ne date pas d'hier.

Est-ce une bonne idée de manger tous les jours à la même heure ? – Topsante

Augmentation alarmante des cas de cancer chez les moins de 50 ans : les six facteurs clés liés au mode de vie à blâmer – Yahoo

Les couche-tard seraient 20 % plus susceptibles de souffrir de diabète – Yahoo

Cette mauvaise habitude nocturne fait vieillir le cerveau de deux ans – Grazia

Découvrez comment il faut (vraiment) s'essuyer aux toilettes – Yahoo

Vous aurez même peur de faire la vaisselle !

Cancer du foie : ce symptôme que vous pouvez voir en faisant la vaisselle –Yahoo

J-C - Vous voyez jusqu'où ces sadiques sont capables d'aller dans leur délire mégalomane et autoritaire. Ceux qui seront tentés de les écouter vont prendre l'habitude de leur obéir, de se soumettre sous n'importe quel prétexte à des injonctions dénuées d'intérêt ou de justification sociale, sans fondement scientifique, parfois néfaste, ils vont perdre le peu d'esprit critique

qu'ils possédaient, toute indépendance, et à l'étape suivante ils seront prêts à justifier et soutenir les pires crimes commis par ceux qui ont abusé de leur ignorance pour les manipuler.

En Inde, c'est avec la main gauche si on est droitier, la main droite si on est gaucher, l'autre main sert pour manger. En plus d'une main ils utilisent de l'eau quand ils en ont, sinon des feuilles ou de l'herbe, ce qu'ils ont sous la main, sinon rien, ils se nettoieront une fois rentrés chez eux.

Et les Indiens sont-ils davantage sujets à des infections bactériennes du fait de cette pratique ancestrale ? Pas à ce que je sache, en tout cas je ne l'ai pas remarqué autour de moi. Leur mauvaise santé provient davantage de la pauvreté et de la sous-alimentation ou de l'alcoolisme chez beaucoup d'hommes arrivés à un certain âge, du manque d'hygiène associé à la promiscuité dans un pays en proie à la surpopulation, sous-développé et soumis à un régime capitaliste semi-féodal...

Ils osent tout. Ils ont fait une grande découverte : Un bon sommeil irait de pair avec la santé mentale, non, qui l'aurait cru ?

J-C – Il n'y a pas de risque que même bien « *nettoyer* » leur cerveau fonctionne normalement !

Troubles neurologiques : ce facteur qui "nettoierait" le cerveau et réduirait les risques, selon des scientifiques - Femme Actuelle 11 septembre 2023

Les troubles neurologiques rassemblent un large panel de maladies neurologiques et psychiatriques, englobant aussi bien les troubles du spectre autistique (TSA) jusqu'à la maladie d'Alzheimer, la maladie de Parkinson, la démence fronto-temporale ou encore l'épilepsie. Les personnes souffrant de troubles neurologiques peuvent être concernés par des troubles du sommeil liés à leur maladie.

Les chercheurs rappellent que, sur le long terme, un mauvais sommeil peut augmenter les risques de maladies neurodégénératives.

Aussi, pour limiter les risques et améliorer la qualité du sommeil, les chercheurs recommandent de :

- se coucher à un horaire régulier,
- éviter la caféine après 15 heures,
- faire de l'exercice physique,
- dormir dans l'obscurité,
- ne pas boire plus d'un verre d'alcool,
- éviter les écrans une heure avant de dormir. Femme Actuelle 11 septembre 2023

J-C - N'avez-vous pas remarqué qu'ils ont oublié l'essentiel ? L'alimentation, manger modérément et digérer dans de bonnes conditions, donc bannir l'écran de télévision.

Déconnectez-vous !

Comment les constructeurs d'automobiles siphonnent vos données - AFP/LePoint.fr 7 septembre 2023

Les voitures modernes sont un « *cauchemar* » pour la protection des données personnelles, selon une étude publiée mercredi par la Fondation Mozilla. Elles sont une mine d'informations pour les constructeurs, qui les utilisent et les revendent à discrétion.

La fondation, basée à San Francisco (Californie), a passé en revue les modèles des 25 marques les plus populaires du marché et conclu que toutes, sans exception, « *collectent davantage de données personnelles que nécessaire* ».

« *Les voitures sont le pire produit que nous ayons jamais testé pour la protection des données personnelles* », affirme la Fondation Mozilla, qui a déjà étudié montres connectées, enceintes connectées ou applications de méditation.

Concrètement, les constructeurs sont à même de saisir des informations liées à l'utilisation du véhicule (conduite), mais aussi relatives aux services connectés de la voiture, ainsi que des applications tierces, comme le logiciel de navigation ou la radio en streaming. Le logiciel de bord permet aussi de capter des données provenant d'un smartphone s'il est connecté ou si son utilisateur a téléchargé l'application du constructeur.

Sur l'ensemble des marques, seules Renault et Dacia, qui font partie du même groupe, indiquent que les automobilistes ont le droit de demander la suppression des données personnelles collectées lors de l'utilisation de leur véhicule. Encore faut-il qu'ils le demandent.

Quelque 84 % des constructeurs évoquent la possibilité de partager les informations recueillies et 76 %, celle de les vendre. Au classement des marques selon plusieurs critères relatifs à la protection des données personnelles, Tesla arrive dernier. Il doit notamment cette place à son logiciel d'intelligence artificielle « *non fiable* », selon la Fondation Mozilla, connu pour son navigateur Firefox, qui se veut plus protecteur des données personnelles que ses grands concurrents. Dont, soulignons-le (NDLR), Mozilla.

Dans un autre domaine d'application, Tesla a été plusieurs fois mis en cause pour les dysfonctionnements de son logiciel d'aide à la conduite. En juin 2022, un rapport de l'Agence américaine de la sécurité routière (NHTSA) avait répertorié 273 accidents impliquant des Tesla dans lesquels le programme était actif durant les 30 secondes avant l'événement et agissant de fait comme une « *boîte noire* ».

Derrière Tesla arrive Nissan, dont Mozilla a mis en évidence qu'il était susceptible d'extraire des données relatives à « *l'activité sexuelle* ».

Quant à la sécurité de ces données, 17 des 25 marques ont été l'objet, ces trois dernières années, de fuites et piratages, selon l'étude. Un constat très inquiétant au moment où le siphonage de données peut également intervenir aux bornes de recharge, la voiture électrique étant, comme Le Point Auto l'a déjà signalé, la plus vulnérable aux intrusions malveillantes cette fois. Les « *hackers* » ont identifié cette faille et peuvent aisément pénétrer certains réseaux de bornes afin d'aller collecter les données sensibles des clients.

Tribune libre.

Editorial de La tribune des travailleurs (POID)

La seule voie par Daniel Gluckstein

Ce n'est pas si vieux : au printemps dernier, alors que se multipliaient les manifestations contre la réforme des retraites, un mot d'ordre a jailli, repris par des milliers de voix et de pancartes dans tout le pays : « *Macron démission !* » Si on avait dit aux manifestants d'alors que, quelques mois plus tard, les dirigeants de la « *gauche* » iraient bavarder et dîner avec Macron douze heures durant, ils ne l'auraient pas cru !

Périodiquement, les mêmes dirigeants de « *gauche* » en appellent à l'« *arc républicain contre l'extrême droite* ». Où était-il passé, cet arc républicain la semaine dernière, quand tous les dirigeants de « *gauche* » échangeaient courtoisement avec Bardella, du Rassemblement national, autour de la table dressée par Macron pour le dîner ? Disparu, envolé, l'« *arc républicain* » !

Quelle mouche les a donc piqués, se demandent les travailleurs ?

Macron n'a pas caché son objectif : « *Faire nation.* » Autrement dit : il n'y a plus d'exploiteurs et d'exploités, de pauvres et de riches, tous doivent se rassembler autour de la table du maître.

Les dirigeants de « *gauche* », eux, auraient pu décliner l'invitation. Pourquoi ne l'avoir pas fait ? Pour présenter leurs « propositions » à Macron, ont-ils expliqué.

Tout le monde sait que les seules « propositions » qui intéressent ce gouvernement sont celles des banquiers, des fonds spéculatifs, des capitalistes.

Les prix flambent ? Le ministre Le Maire s'excuse : j'ai discuté avec les multinationales, mais elles refusent de baisser les prix, donc le gouvernement ne peut rien faire. Pénurie de logements pour les étudiants ? La ministre Retailleau déclare : il ne peut y avoir de plan d'urgence, il faut respecter les promoteurs privés. Tout cela est logique : le gouvernement Macron-Retailleau-Le Maire-Borne est un gouvernement de classe, il défend sa classe.

Mais qu'est-ce qui obligeait Bompard, Roussel, Faure et Tondelier à aller dîner avec Macron, Bardella et tous les autres ? Rien... sinon le sacro-saint respect de la Ve République et de sa clé de voûte, le sacro-saint président de la République (rappelons que c'est la même logique de respect des institutions qui a conduit avant l'été l'intersyndicale à refuser de lancer l'appel à la grève générale, permettant ainsi à la réforme de passer).

Le respect des institutions, c'est le respect des exigences des capitalistes, et rien d'autre. Le véritable gouvernement du pays, c'est eux.

Jusqu'où les dirigeants iront-ils dans cet aplatissement ?

Pendant que certains dînent avec Macron et Bardella, la faim grandit dans le pays. Certes, sa seigneurie Bernard Arnault fait œuvre de charité en versant son obole aux Restos du Cœur. Mais les miettes jetées aux pauvres de leur table par les riches n'ont jamais suffi à empêcher les révolutions.

Rompre avec la Ve République ; confisquer les milliards de la spéculation, de l'exploitation et de la guerre ; établir le gouvernement des travailleurs : c'est la seule voie conforme à la démocratie, c'est-à-dire à la satisfaction des besoins de l'immense majorité, celle que constituent le peuple travailleur et la jeunesse.

J-C – « *Jusqu'où les dirigeants iront-ils dans cet aplatissement ?* » demandez-vous.

Réponse : C'est clair. On ne peut pas être corrompus dans tous les sens du terme et rompre avec la Ve République, ils ont choisi, leur camp, pas le nôtre.

Pourquoi sortir maintenant cette affaire qui date d'un an et demi en Belgique ?

Belgique : une euthanasie tourne mal, les soignants finissent par étouffer la patiente avec un coussin - Yahoo 6 septembre 2023

Comme le relate La Libre Belgique, qui relaie des informations de Sud Info, les faits se sont produits au début du printemps 2022.

En Belgique, l'euthanasie d'une femme âgée de 36 ans et atteinte d'un cancer incurable a tourné à la catastrophe, au point que les soignants ont dû utiliser un coussin pour mettre fin aux jours de leur patiente en l'asphyxiant.

Le médecin traitant de la patiente s'est rendu à son domicile, en compagnie de deux infirmières, pour procéder au suicide assisté. Ce dernier ne s'est cependant pas du tout passé comme prévu. D'après les médias locaux, la sédation de la trentenaire n'aurait pas fonctionné, en raison d'une "*quantité de produits*" insuffisante.

Le mari et la fille de la défunte ont décidé de porter plainte contre le médecin et les deux infirmières responsables selon eux de ce fiasco. Yahoo 6 septembre 2023

J-C - Une piste.

Depuis que le parti de Macron ne dispose plus de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, il est obligé de ménager LR ou d'adopter certaines de ses positions ou propositions à la marge en échange de son soutien sur les questions essentielles. Voilà ce qui pourrait expliquer pourquoi les médias ont sorti cette affaire, histoire de dire à la population pour obtenir son adhésion : voyez ce qui peut arriver, c'est horrible, afin de fournir un prétexte à Macron pour justifier son alignement sur LR hostile à l'euthanasie.

Extrait d'un article.

Fin de vie : la convention citoyenne se prononce pour une « aide active à mourir », Emmanuel Macron tempore - publicsenat.fr 20 février 2023

Convention citoyenne sur la fin de vie. Après six week-ends de travail dans l'enceinte du Conseil économique social et environnemental (CESE), les 180 citoyens tirés au sort ont en effet répondu à onze questions autour d'une éventuelle évolution législative. Les citoyens ont ainsi déjà validé la raison de leur présence, en actant à 84 % que « *le cadre [actuel] d'accompagnement de la fin de vie ne répond pas à toutes les situations rencontrées* », ouvrant de fait la porte à une légalisation du suicide assisté (72 %) ou à l'euthanasie (75 %).

Si la question de l'évolution du cadre législatif avait effectivement été posée par Élisabeth Borne lors du lancement des travaux de la Convention le 9 décembre dernier, Emmanuel Macron multiplie les atermoiements depuis plusieurs années sur le sujet. Lors de sa campagne de 2017, le candidat En Marche avait déclaré le 13 mars dans l'émission Quotidien que la question de la fin de vie « *n'était pas une priorité sur le plan de la loi* », et avait confié le même jour au journal La Croix qu'il était « favorable à ce que ce débat avance », mais qu'il ne se « *précipiterait pas pour légiférer.* »

Emmanuel Macron expliquait « *envisager le cas échéant les précisions et évolutions de notre cadre légal d'ici à la fin de l'année 2023* ». « *J'ai la conviction qu'il faut bouger parce qu'il y a des situations inhumaines qui existent et qu'il faut y apporter une réponse, expliquait-il encore le 12 février. Mais « le sujet est tout sauf facile et simple* », ajoutait-il le 13 septembre dernier.

La majorité sénatoriale s'est toujours montrée réticente à une évolution de la loi Clays-Leonetti, mettant plutôt en avant la nécessité de rendre effectif les soins palliatifs, comme lors de débats de mars 2021 autour de la proposition de loi « *pour le droit à mourir dans la dignité* » de la sénatrice socialiste Marie-Pierre de la Gontrie. Un enjeu largement partagé, que soulevait aussi l'avis du CCNE de septembre dernier, et qui était déjà mis en avant dans une tribune de 2018 dans *Le Monde*, signée par 85 parlementaires, dont Philippe Bas, sénateur LR à l'époque président de la commission des Lois et maintenant questeur du Sénat, Bruno Retailleau, président du groupe LR, ou Agnès Canayer, sénatrice LR en pointe sur ce genre de questions.

François-Xavier Bellamy, eurodéputé LR et soutien de Bruno Retailleau lors du dernier congrès des Républicains, a déclaré ce lundi sur Sud Radio que la Convention citoyenne « *ne représente qu'elle-même* » et « *n'engage pas notre démocratie.* » Aussi bien opposé à l'euthanasie qu'au principe des conventions citoyennes, qui n'enchantent pas non plus la droite sénatoriale, le numéro 2 des Républicains s'appuie sur une tribune publiée dans *Le Figaro* le 16 février de 13 associations de soignants... publicsenat.fr 20 février 2023

J-C – Personne n'a oublié lors de la période covid-19, qu'ils ont laissé mourir, qu'ils ont euthanasié ou littéralement assassiné des dizaines de milliers de vieux dans les Ehpad notamment en refusant de les soigner ou en leur administrant du Rivotril ou du Remdesivir.

Partant de là, tous ces criminels sont très mal placés pour traiter le sujet de l'euthanasie, je dirais même que c'est préoccupant au plus au point pour la population, il vaudrait peut-être mieux que chacun se débrouille dans son coin en étant le plus discret possible...

La guerre mondiale contre le crime de pensée : Quelles implications pour la liberté d'expression ? - brownstone.org 4 septembre 2023

De nombreuses lois visant à combattre la désinformation et la mésinformation sont en cours d'adoption dans les pays occidentaux, à l'exception partielle des États-Unis, où le premier amendement est en vigueur. Cette situation a conduit à la mise en œuvre de méthodes de censure plus discrètes.

En Europe, au Royaume-Uni et en Australie, où la liberté d'expression n'est pas aussi ouvertement protégée, les gouvernements ont légiféré directement. La Commission européenne applique désormais le « Digital Services Act » (DSA), une loi de censure à peine déguisée.

En Australie, le gouvernement cherche à doter l'Australian Communications and Media Authority (ACMA) de « *nouveaux pouvoirs pour demander des comptes aux plateformes numériques et améliorer les efforts visant à lutter contre la désinformation et la désinformation préjudiciables* ».

Une réponse inattendue à ces lois restrictives pourrait provenir de la critique littéraire. Les termes utilisés, tels que les préfixes ajoutés au mot « *information* », sont trompeurs. L'information, qu'elle soit contenue dans un livre, un article ou autre, demeure un artefact passif. Elle ne peut agir par elle-même, et donc, elle ne peut enfreindre aucune loi. Les nazis ont peut-être brûlé des livres, mais ils ne les ont pas arrêtés ni emprisonnés. Ainsi, lorsque les législateurs cherchent à interdire la « *désinformation* », ils ne peuvent pas viser l'information en tant que telle, mais plutôt la création de sens.

Les autorités emploient des variantes du terme « *information* » pour insinuer qu'il s'agit de vérités objectives, mais ce n'est pas le cœur du problème. Ces lois, par exemple, s'appliquent-elles aux prévisions des économistes ou des analystes financiers, qui font régulièrement des prédictions erronées ? Bien sûr que non. Pourtant, des prévisions économiques ou financières crédibles pourraient avoir un impact significatif sur les populations.

Ces lois sont davantage conçues pour cibler l'intention des auteurs, visant à créer des significations non conformes à la position officielle du gouvernement. La « *désinformation* » est généralement définie dans les dictionnaires comme une information intentionnellement trompeuse et préjudiciable. En revanche, la « *malinformation* » implique la diffusion de faits véridiques, mais avec une intention malveillante. La détermination de l'intention de l'auteur est souvent cruciale dans ces cas.

Déterminer l'intention d'un écrivain est extrêmement problématique car nous ne pouvons pas entrer dans l'esprit d'une autre personne ; nous ne pouvons que spéculer sur la base de leur comportement. C'est en grande partie pourquoi, dans la critique littéraire, il existe une notion appelée l'erreur intentionnelle, qui dit que le sens d'un texte ne peut pas être limité à l'intention de l'auteur, et qu'il n'est pas non plus possible de savoir de manière définitive quelle est cette intention à partir de l'œuvre. Les significations dérivées des œuvres de Shakespeare, par exemple, sont si multiples qu'il est impossible que bon nombre d'entre elles aient été présentes dans l'esprit du barde lorsqu'il a écrit ses pièces, il y a 400 ans.

Comment savoir, par exemple, qu'il n'y a pas d'ironie, de double sens, de faux-semblant ou autre artifice dans une publication ou un article sur les réseaux sociaux ? Mon ancien superviseur, un expert mondial en ironie, avait l'habitude de se promener sur le campus universitaire en portant un T-shirt en disant : « *Comment savez-vous que je suis ironique ?* » Le fait est qu'on ne peut jamais savoir ce qui se passe réellement dans l'esprit d'une personne, c'est pourquoi l'intention est si difficile à prouver devant un tribunal.

C'est le premier problème.

La seconde est que, si la création de sens est l'objectif du projet de loi – proscrire les sens considérés comme inacceptables par les autorités – comment savoir quel sens obtiendront les destinataires ? Une théorie littéraire, largement regroupée sous le terme générique de « *déconstructionnisme* », affirme qu'il y a autant de significations dans un texte qu'il y a de lecteurs et que « *l'auteur est mort* ».

Bien que cela soit exagéré, il est incontestable que différents lecteurs tirent des significations différentes des mêmes textes. Certaines personnes lisant cet article, par exemple, pourraient être persuadées tandis que d'autres pourraient considérer qu'il s'agit d'une preuve d'un agenda sinistre. En tant que journaliste de carrière, j'ai toujours été choqué par la variabilité des réponses des lecteurs, même aux articles les plus simples. Jetez un coup d'œil aux commentaires sur les publications sur les réseaux sociaux et vous verrez un éventail extrême de points de vue, allant du positif à l'hostilité intense.

Pour énoncer une évidence, nous pensons tous par nous-mêmes et formons inévitablement des points de vue différents et voyons des significations différentes. La législation anti-désinformation, qui se justifie par le fait qu'elle protège les gens des mauvaises influences pour le bien commun, n'est pas seulement condescendante et infantilisante, elle traite les citoyens comme de simples machines ingérant des données – des robots, pas des humains.

C'est tout simplement faux.

Les gouvernements font souvent des affirmations incorrectes, et ils en ont fait beaucoup pendant la Covid.

En Australie, les autorités ont déclaré que les confinements ne dureraient que quelques semaines pour « *aplatir la courbe* ». En fait, elles ont été imposées pendant plus d'un an et il n'y a jamais eu de « *courbe* ». Selon le Bureau australien des statistiques, 2020 et 2021 ont enregistré les niveaux de décès dus à des maladies respiratoires les plus bas depuis que des registres ont été tenus.

Cependant, les gouvernements ne s'appliqueront pas les mêmes normes à eux-mêmes, car ils ont toujours de bonnes intentions (ce commentaire peut ou non être ironique ; je laisse au lecteur le soin de décider).

Il y a des raisons de penser que ces lois ne parviendront pas à atteindre le résultat souhaité. Les régimes de censure ont un biais quantitatif. Ils partent du principe que si une proportion suffisante des médias sociaux et d'autres types d'« *informations* » sont orientés vers la propagande d'État, alors le public sera inévitablement persuadé de croire les autorités.

Mais ce qui est en cause, c'est le sens et non la quantité de messages. Les expressions répétitives du discours préféré du gouvernement, en particulier les attaques ad hominem, comme accuser quiconque pose des questions d'être un théoricien du complot, finissent par perdre leur sens.

En revanche, un seul billet ou article bien documenté et bien argumenté peut convaincre définitivement les lecteurs d'adopter un point de vue antigouvernemental, car il est plus significatif. Je me souviens avoir lu des articles sur Covid, notamment sur Brownstone, qui conduisaient inexorablement à la conclusion que les autorités mentaient et que quelque chose n'allait vraiment pas. En conséquence, la couverture médiatique massive soutenant la ligne gouvernementale est apparue comme un bruit dénué de sens. Son seul intérêt était de révéler comment les autorités tentaient de manipuler le « *récit* » pour dissimuler leurs méfaits.

Dans leur volonté d'annuler les contenus non approuvés, des gouvernements incontrôlables cherchent à pénaliser ce que George Orwell a appelé les « *crimes de la pensée* ».

Mais ils ne pourront jamais vraiment empêcher les gens de penser par eux-mêmes, et ils ne connaîtront jamais avec certitude ni l'intention de l'écrivain ni le sens que les gens en tireront finalement.

C'est une mauvaise loi, et elle finira par échouer parce qu'elle repose, en soi, sur la désinformation. brownstone.org 4 septembre 2023

J-C – Il y a le législateur et ses commanditaires, celui qui s'adresse à la population et qui fait régner la loi, et il y a ceux qui font la loi en fonction de leurs intérêts, ce sont ces derniers qui nous intéressent en priorité.

Les oligarques se foutent qu'une loi soit contestée ou non, jusqu'à un certain point évidemment, du moment qu'elle leur aura permis d'atteindre leurs objectifs en partie, rarement en entier, ils seront satisfaits, car ils savent qu'ils doivent procéder par étapes ou petits bouts, rarement autrement, et ils s'en contentent temporairement jusqu'à la prochaine occasion, où ils ressortiront les parties qui n'avaient pas pu être adoptées ou appliquées, ils avancent pas à pas, et ils finissent pratiquement toujours par arriver à leurs fins.

Leur stratégie dans tous les domaines est définie des décennies à l'avance, ce qui ne signifie pas qu'ils ne la modifieront jamais, parfois depuis plus d'un demi-siècle, voyez sur les dictatures climatique et sanitaire, ils avaient abordé le sujet ou ils en avaient débattu entre eux depuis les années 70 et 80.

France.

Quand les corrompus font dans la provocation gauchiste, à défaut de rompre avec Macron ils trouvent encore le moyen de le légitimer.

J-C - Nous appelons les lecteurs à ne pas écouter ou suivre le PCF.

Ce sont ceux qui ont voté et appelé à voter Macron à deux reprises, qui étaient à sa table il y a quelques jours encore, qui ont soutenu et participé à la dictature hygiéniste ou sanitaire covid-19, qui récidivent en reprenant à leur compte le récit de Davos de la crise énergétique et climatique, de la dictature numérique, qui ont refusé de désigner l'OTAN responsable de la guerre en Ukraine, qui ont refusé d'appeler à la grève générale pour empêcher la contre-réforme des retraites d'être adoptée, etc. dites-nous à quel moment vous vous êtes réellement placés au côté de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts fondamentaux, jamais ! Pourquoi ne rompez-vous pas avec Macron, avec les institutions de la Ve République si il et elles sont aussi épouvantables ?

Vous n'avez cessé de diviser les travailleurs et militants pour le compte de Macron, de vous dresser en rempart du régime contre les masses exploitées, et vous continuez ici. Maintenant, vous poussez le cynisme jusqu'à vouloir les envoyer au casse-pipe pour se faire massacrer par les miliciens de la BAC, tandis que les médias les présenteront comme de vulgaires voyous ou délinquants, histoire de justifier la répression féroce dont ils feraient l'objet, sans parler de l'extrême droite qui en profiterait pour réclamer des représailles contre les organisations du mouvement ouvrier, sachant qu'elle aurait le soutien d'au moins la moitié de la population n'étant pas affectée par la pauvreté et la précarité, semant le pays dans un climat de guerre civile qui à l'heure actuelle ne pourrait servir que les intérêts de la réaction compte tenu que les travailleurs ne sont pas organisés ou ils sont privés de tout parti (et syndicat) représentant réellement leurs intérêts, puisqu'aucun parmi ceux présents au parlement ne leur propose une issue politique rompant avec le capitalisme et le régime dictatorial de la Ve République.

Bref, de telles actions aventurières réalisées en dehors d'un appel unitaire et du soutien des principales organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier feraient courir le risque inutilement, de fournir des arguments supplémentaires à Macron pour renforcer le dispositif dictatorial du régime déjà en vigueur.

Pour autant, jamais nous ne condamnerons les travailleurs ou jeunes, qui spontanément ou au bord du désespoir, s'en prendraient violemment aux symboles du capitalisme ou de l'Etat, hormis lorsqu'il s'agit du lumpenprolétariat assimilable à une milice du régime.

Inflation : Fabien Roussel appelle à « envahir si nécessaire » les préfetures - AFP/Le Point 13 septembre 2023

Le leader du PCF demande au gouvernement d'« agir » en bloquant les prix de l'alimentation et en augmentant les salaires et les retraites.

Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, appelle mercredi dans L'Humanité la population à se rassembler devant les préfetures, et à « les envahir même si nécessaire », pour demander à l'État d'« agir » face à la hausse des prix de l'alimentation, de l'énergie et des carburants. AFP/Le Point 13 septembre 2023

Quand les suppôts assumés du régime néonazi de Kiev donnent des leçons d'antisémitisme.

Dérapage antisémite : Paris retire sa distinction à Mahmoud Abbas - AFP/LePoint.fr 8 septembre 2023

Anne Hidalgo a indiqué au président de l'Autorité palestinienne qu'il ne pouvait plus se prévaloir de cette distinction, la médaille Grand Vermeil.

Mahmoud Abbas avait prononcé fin août un discours à Ramallah, en Cisjordanie occupée, dans lequel il avait notamment affirmé qu'« Hitler n'a pas tué les juifs parce qu'ils étaient juifs ». Hitler « a dit qu'il combattait les juifs parce qu'ils étaient usuriers et liés à l'argent », avait-il affirmé.

« Vous avez [...] justifié l'extermination des juifs d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale avec une volonté manifeste de nier le génocide » perpétré par l'Allemagne nazie, a écrit Anne Hidalgo. AFP/LePoint.fr 8 septembre 2023

Le Quai d'Orsay dénonce les propos « antisémites » de Poutine sur Zelensky - LePoint.fr 8 septembre 2023

Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, Vladimir Poutine a régulièrement justifié celle-ci par une volonté de « dénazifier » le pays. Le président russe a récidivé, mardi 5 septembre, en s'en prenant directement à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, par des propos qui n'ont pas manqué de faire réagir : « Les conservateurs occidentaux ont mis un juif d'origine à la tête de l'Ukraine » pour « dissimuler l'essence anti-humaine » du pays, a ainsi affirmé Poutine.

Dans ses déclarations, Vladimir Poutine avait déploré une « situation extrêmement écœurante » pour l'Ukraine : « Un “juif de souche” dissimule la glorification du nazisme et de ceux qui ont dirigé l'Holocauste en Ukraine », avait-il affirmé, en ajoutant que « ce sont les citoyens israéliens ordinaires qui le comprennent le mieux ».

Ce n'est pas la première fois que le président russe s'en prend à son homologue ukrainien dans ce registre : en juin dernier, lors d'un forum à Saint-Pétersbourg, il avait qualifié celui-ci de « honte pour le peuple juif ». LePoint.fr 8 septembre 2023

En complément. Le fascisme italien avait fêté son centenaire en 2022, il y a un siècle déjà.

Italie : Les parents de délinquants non scolarisés peuvent être emprisonnés - AFP/20minutes.fr 8 septembre 2023

Le gouvernement italien durcit le ton contre la délinquance juvénile. Le décret-loi publié par le gouvernement de Giorgia Meloni jeudi soir prévoit l'emprisonnement des parents dont les enfants délinquants ne sont pas scolarisés et facilite l'arrestation des adolescents dès l'âge de

14 ans - au lieu de 18 auparavant - en possession d'armes. AFP/20minutes.fr 8 septembre 2023

Confirmation. L'invité de la réunion annuelle 2016 du groupe Bilderberg est leur candidat pour 2027.

J-C - C'est toujours à défaut de mieux qu'ils sélectionnent le personnel politique qui les représentera et qu'ils méprisent. Car pour assumer cette fonction à la tête d'un Etat ou d'une institution, entre autre critères, il faut figurer parmi les personnages les plus amoraux et antisociaux ou pourris qui soient, ils en savent quelque chose.

Horizons : Favori pour la présidentielle de 2027, Edouard Philippe ou la crainte du « syndrome Juppé » - 20minutes.fr 11 septembre 2023

L'ancien premier ministre, qui fait sa rentrée politique cette semaine, reste toujours aussi populaire dans l'opinion

Edouard Philippe n'est certes pas encore assis sur le trône, mais il bénéficie d'un coussin favorable depuis son départ de Matignon, à l'été 2020, après six mois de crise du Covid-19. 20minutes.fr 11 septembre 2023

J-C - Ce n'est pas gagné d'avance, bien qu'en 2017 ils aient réussi à faire élire un quasi inconnu à l'issue d'une campagne de marketing, et à le faire réélire en 2022, bien qu'il ait appliqué un programme réactionnaire sur toute la ligne.

Peu importe en ce qui nous concerne, puisque la totalité des partis parlementaires s'exprimant en notre nom en position de l'emporter face à Macron lors de la prochaine élection présidentielle, ont adopté l'agenda politique de la Ve République favorable aux candidats officiels de la réaction, ce qui signifie que l'un d'entre eux sera forcément élu, à défaut de rompre avec les institutions de la Ve République et de mener le combat politique pour chasser Macron et renverser le régime en place.

La totalité ou presque des 407 commentaires qu'a suscités cet article lui sont défavorables, les internautes rappelant qu'ils lui doivent la limitation de vitesse à 80km/h, et qu'il s'était prononcé pour la retraite à 67 ans, le clone de Macron, quoi.

Etat policier et terroriste. La tentation est "très forte" !

Karl Olive (Renaissance) favorable à l'interdiction des grèves avant les « grands événements internationaux » - Journal du Dimanche 11 septembre 2023

Attentat conçu à l'étranger, ultradroite... Gérald Darmanin évoque la menace terroriste "très forte" en France - BFMTV 11 septembre 2023

Accorder l'asile politique à Julian Assange ? La justice française dit non - France-Soir 08 septembre 2023

Mardi 5 septembre, le tribunal de Créteil a rejeté la demande en référé de l'association "*Robin des Lois*" qui entendait contraindre l'État français à permettre à Julian Assange d'enregistrer sa demande d'asile politique depuis le Royaume-Uni, où il est incarcéré depuis 2019.

En février 2022, l'Assemblée nationale avait rejeté un texte proposant le statut de réfugié au fondateur de WikiLeaks. France-Soir 08 septembre 2023

- JO 2024 : Emmanuel Macron ne souhaite pas voir de drapeau russe à Paris - Journal du Dimanche 7 septembre 2023

Le Royaume-Uni inscrit le groupe Wagner sur la liste des organisations terroristes - Journal du Dimanche 7 septembre 2023

Laïcité à deux vitesses avec le chanoine honoraire de la basilique Saint-Jean-de-Latran.

J-C - Inflexible, intransigeant ou "*tolérance zéro*" lorsqu'il s'agit d'interdire vêtement (abaya) portée par une poignée de collégiennes en France étiquetées musulmanes, mais quand il s'agit de l'Eglise catholique, le despote est moins regardant ou il sait se montrer bienveillant et généreux.

Églises en ruine: Emmanuel Macron va annoncer des aides lors des Journées du patrimoine - BFMTV 11 septembre 2023

Emmanuel Macron annoncera ce vendredi lors d'un déplacement en Côte-d'Or un plan pour sauver les bâtiments religieux dans les communes de moins de 10.000 habitants, d'après des informations d'Europe 1 confirmées par BFMTV.

Ce déplacement organisé à l'occasion des Journées du Patrimoine vise à répondre à l'inquiétude des maires de nombreux villages. Selon l'Observatoire du patrimoine religieux, 5000 édifices religieux se délabreraient. Ce chiffre fait cependant débat tant l'état exact de 40.000 à 60.000 églises et chapelles de tous acabits dans 36.000 communes est difficile à établir.

Depuis la loi de séparation des églises et de l'État de 1905, les communes ont la charge d'entretenir les édifices religieux construits avant cette date, soit la très grande majorité des bâtisses. De son côté, l'État n'intervient que pour les sites qui sont inscrits ou classés au titre des monuments historiques, soit environ 10.000 édifices religieux.

Il y a urgence à changer de braquet alors que 2500 à 5000 églises sont menacées de destruction d'ici à 2030, selon un rapport sénatorial. Emmanuel Macron avait déjà demandé en juin dernier à sa ministre de la Culture Rima Abdul-Malak lors de sa visite au Mont Saint-Michel de plancher sur des mesures de ce type. BFMTV 11 septembre 2023

Le financement public déguisé du Green New Deal de Davos.

Transition de l'agriculture : le gouvernement annonce une aide supplémentaire de près d'un milliard d'euros - Journal du Dimanche 11 septembre 2023

En 2024, le budget agricole français sera rehaussé de 15 % par rapport à 2023, grâce à l'ajout d'une enveloppe de 1 milliard d'euros destinée à soutenir diverses transitions dans ce domaine.

Le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Marc Fesneau, a annoncé que le budget de l'agriculture pour 2024 serait augmenté de « *près de 1 milliard d'euros* » pour soutenir diverses transitions, notamment l'installation et l'accès à la terre des jeunes agriculteurs, ainsi que la planification écologique. Cette somme sera ajoutée aux 5,9 milliards d'euros prévus pour le budget agricole français en 2023, ce qui représente une augmentation d'environ 15 %.

Le ministère a également souligné que cet effort financier atteindrait entre 2,6 et 2,7 milliards d'euros d'ici 2026, a rapporté l'Agence France-Presse.

Dans le cadre de cette planification, le Gouvernement prévoit la création d'un « *fonds de souveraineté alimentaire et de transition écologique* » qui aidera les exploitations agricoles à s'adapter localement aux exigences de décarbonation, au développement des énergies renouvelables, et au changement climatique, a indiqué le ministère. Journal du Dimanche 11 septembre 2023

LFI ne manque pas une occasion pour faire allégeance à la République technocratique, autocratique et autoritaire.

Interdiction de l'abaya: LFI dénonce une décision "anti-laïque, sexiste et raciste" et appelle à une manifestation - bfmtv.com 8 septembre 2023

Ce vendredi, dans un communiqué, La France insoumise (LFI), a de nouveau dénoncé l'interdiction de l'abaya. Selon elle, la décision du Conseil d'État « *alimente une vision liberticide et autoritaire d'une pseudo-laïcité qui s'installe dans notre pays* ». Et d'ajouter : « *Faire République ce n'est pas interdire à des adolescent-es de choisir leurs tenues* ».

J-C - "*Faire République*", ce n'est pas pour commencer d'employer l'écriture inclusive destinée à empêcher les plus jeunes de maîtriser la langue française, intention qui provient des ennemis de la République.

Mais au fait, à laquelle LFI a-t-elle fait allusion, apparemment celle qui existe en France de nos jours. Mais est-ce vraiment une République, pour qui et au détriment de qui, quelle en est la nature, qu'est-ce qui permet de la caractériser, sinon les inégalités ou l'injustice sociale qui prédomine dans ce pays gouverné par un tyran, apparemment ces bouffons l'avaient déjà oublié.

Quel mandat le peuple vous aurait-il donné pour partager la table du dictateur il y a à peine quelques jours encore ? Aucun.

Thomas Portes (LFI)

X 9 septembre - La cour macroniste ne supporte pas le peuple.

Ce président est détesté dans le pays.

Le peuple lui a rappelé avec force hier.

Siffler Macron, c'est siffler un président qui vole deux ans de vie au peuple et laisse des millions de français avoir faim.

Bravo au peuple !

J-C - Honte à LFI, voilà ce qu'il vous dit le peuple, pour rester poli ! En allant bouffer chez Macron, ils avaient oublié que « *des millions de français (ont) faim* », on ne peut pas penser à tout et à tout le monde !

Interdiction de l'abaya : Le Conseil d'État confirme la mesure de Gabriel Attal - Le HuffPost 8 septembre 2023

Le port de l'abaya « *s'inscrit dans une logique d'affirmation religieuse* », a estimé le juge des référés. En conséquence, son interdiction « *ne porte pas une atteinte grave et manifestement illégale au droit au respect de la vie privée, à la liberté de culte, au droit à l'éducation et au respect de l'intérêt supérieur de l'enfant ou au principe de non-discrimination* », précise le Conseil d'État dans sa décision.

Dans une affaire cousine, en 2016, le Conseil d'État avait suspendu un arrêté anti-burkini pris par la ville de Villeneuve-Loubet, dans les Alpes-Maritimes, faute de « *risques avérés* » pour l'ordre public. Six ans plus tard en revanche, il avait conforté celui pris par la ville de Grenoble au nom de « *l'égalité de traitement entre les usagers* » et du « *bon fonctionnement des services publics* ». Le HuffPost 8 septembre 2023

J-C – Ils avaient décidé à l'avance que ce vêtement avait un caractère religieux pour pouvoir justifier son interdiction, il procède toujours de cette manière autoritaire, de sorte que tout autre argument sera rejeté ou ne sera même pas examiné.

"On a encore le droit de porter une robe ?" : l'interdiction de l'abaya débute dans l'incompréhension dans un lycée de Lyon - francetvinfo.fr 7 septembre 2023

Venu superviser les contrôles, Olivier Coutarel, le proviseur, rattrape une étudiante en BTS qui s'apprête à franchir les portiques d'accès. Fatou*, 17 ans, porte un pantalon et un "kimono", un long gilet couvrant de plus en plus à la mode. Cet ensemble, ample et fin, est suffisamment suspect aux yeux du chef d'établissement pour valoir à la jeune femme un aparté avec lui. La veille, une quinzaine d'élèves ont même été convoquées dans son bureau après avoir "retenu l'attention" du personnel. "Nous avons dialogué avec chacune et la moitié

d'entre elles ont pu aller en classe", rapporte Olivier Coutarel. "L'autre moitié a été priée de rentrer à la maison et de revenir avec une autre tenue aujourd'hui."

De confession musulmane, Isra porte volontiers des abayas, un vêtement qu'elle trouve *"confortable, beau et qui cache les formes"*. Une tenue d'été, aussi, pour changer des épais *"joggings"* qu'elle dit enfiler en hiver. Lundi matin, les abayas sont restées au placard au profit d'une longue robe verte en velours laissant apparaître ses poignets et ses chevilles. Pas d'abaya, ça ira, croyait-elle.

L'élève de 17 ans est sortie de là abasourdie, d'autant que deux de ses amies venues en robes longues n'ont, elles, pas eu de rappel à l'ordre. *"Sans doute parce que la mienne était blanche à motifs bleus"*, suppute l'une. L'autre ne portait pas de voile avant d'entrer, ce qui l'aurait épargnée des regards suspicieux des adultes, selon l'hypothèse des filles. *"C'est grave d'en arriver là"*, soupire Isra.

Parmi les élèves interrogées par franceinfo, toutes avaient pris connaissance des nouvelles règles sur l'abaya. Mais aucune n'en comprend le bien-fondé. *"Je ne vois pas pourquoi on aurait peur d'une tenue ou pourquoi on s'obstine sur le corps des gens"*, s'interroge Louisa*, 17 ans. Elle-même aime porter *"ce vêtement à la mode"*, loin de toute *"connotation religieuse"*, qui *"aide à lutter contre les complexes"*.

L'argument de la pudeur n'est pas sans lien avec la pratique de l'islam, estime toutefois Lynda, 36 ans, mère d'une élève convoquée lundi. *"Ma fille est pudique parce qu'elle est dans la religion, et c'est son choix"*, défend cette *"croyante pas pratiquante"*, vêtue d'une robe rose moulante et décolletée. Le jour de la rentrée, son ado s'est présentée en *"tee-shirt, kimono et pantalon"* et n'a pourtant *"pas pu aller en classe"*, selon la mère, outrée.

Le chef d'établissement confirme avoir, ces derniers mois, *"reçu des élèves dont les tenues [lui] avaient été rapportées comme manifestant ostensiblement une appartenance religieuse"*. Il entendait instaurer *"un dialogue"* sur le port de l'abaya et dit avoir pu mesurer la *"difficulté à discerner les motivations"* des élèves, entre *"effet de mode TikTok"*, *"souci d'être élégante"* et *"volonté d'une observance religieuse"*.

Les plus inquiètes sont peut-être les mères. *"Après sa convocation à la rentrée, ma fille était en pleurs et menaçait d'arrêter l'école"*, raconte Lynda. *"Le soir, la mienne a dit à son père 'Déscolarise-moi, papa'"*, rapporte Hajar*, la mère d'Isra. *"C'est malheureux. C'est un bon lycée. Elle tire sa classe vers le haut et je veux qu'elle aille loin. J'ai changé toute sa garde-robe exprès, cet été. On a encore le droit de porter une robe ? Ou l'abaya est juste un prétexte pour cibler les musulmans ?"*

J-C – On peut préciser qu'il s'agit d'une robe, d'un vêtement indispensable qui se porte seule ou avec un autre vêtement en dessous, et non d'un objet rajouté inutile genre croix ou kipa, main de Fatima, etc.

Encadrer la religiosité des élèves à l'école depuis 2004. De la loi à sa mise en œuvre
Chloé Le Meur

<https://www.cairn.info/revue-sociologies-pratiques-2019-2-page-45.htm>

De plus, la catégorie de « *signes religieux* » est en partie recoupée par une autre, celle de signes d'appartenance communautaire. Si les deux catégories ne sont pas tout à fait équivalentes, elles peuvent dans certains cas servir à désigner une même réalité pour les agents : des pratiques vestimentaires qu'ils et elles perçoivent comme des formes d'affirmation d'une identité culturelle et religieuse minoritaire, et potentiellement contestataire. Dans l'établissement enquêté, cette confusion s'opérait le plus souvent dans la perception et l'évaluation de pratiques vestimentaires associées à la religion musulmane.

J-C - La soumission à l'ordre établi est tellement ancrée dans la société, au sein de toutes les classes sociales, tous les esprits, l'éducation et "*l'identité culturelle*" de l'ensemble des Français des deux sexes dès le plus jeune âge, qu'on en oublie que les principes dits républicains dont se réclame le régime sont pour la plupart calqués sur ceux propagés par la religion chrétienne, dont le plus célèbre, aimez-vous les uns les autres quel que soit votre statut social ou sans en tenir compte, que vous soyez riche ou pauvre et Dieu ou la République vous le rendra, sans préciser qu'il privilégie les mieux nantis et cautionne ou normalise l'existence de la pauvreté !

Mon commentaire publié par Le Grand Soir.

- J'ai pris position contre l'interdiction de l'abaya dans les écoles.

Je viens de découvrir ce blog qui ne change rien à ma position.

Tout savoir sur l'abaya.

<https://neyssa-shop.com/blog/tout-savoir-sur-la-abaya/>

Ce serait un vêtement que porteraient les femmes musulmanes dans certains pays du Golfe ou au Moyen-Orient, c'est ce qu'on nous dit. C'est vrai et faux à la fois, car ce n'est pas parce qu'un pays a l'islam comme religion d'Etat que tous les citoyens auraient adopté cette religion ou plutôt cela ne veut rien dire, c'est arbitraire et j'explique pourquoi.

Si je prends mon cas. Né à Paris 17e en France le 11 septembre 1955 de parents catholiques, je suis catholique, sauf qu'en réalité, bien que mariés à l'église, mes défunts parents n'ont jamais pratiqué de leur vie cette religion, moi non plus depuis que j'ai quitté les écoles confessionnelles où ils m'avaient envoyé de force, il y a de cela plus d'un demi-siècle. Pour autant, ceux qui s'expriment en notre nom ou à notre place sans qu'on leur ait rien demandé, continuent de nous coller l'étiquette catholique, parce qu'on a un jour été baptisé.

L'immense majorité des citoyens qui peuplent l'Afrique, le Maghreb, les pays du Golfe, le Moyen et Proche-Orient, une partie de l'Asie (dont l'Inde où je vis, ma compagne est hindoue pratiquante) (Pakistan, Bangladesh, Indonésie, Afghanistan, etc.), sont étiquetés musulmans, de naissance, de manière autoritaire, mais en réalité seule une infime minorité l'est réellement, ils ne sont pas 700 millions à se précipiter tous les vendredis à la prière dans les mosquées (les femmes ne sont pas admises dans certaines parties) ; En France les églises sont désertes ou presque.

Tout cela pour dire que l'argument portant à faire l'abaya un vêtement islamique est frauduleux, des femmes pratiquant cette religion le portent, mais la majorité des femmes qui s'en vêtissent ne le portent pas pour des motifs religieux, puisqu'elles ne sont pas pratiquantes.

Parole d'un ex-prof.

On a envie de répondre : Qu'est-ce que cela peut leur foutre de savoir pourquoi un ou une élève porte tel ou tel vêtement ?

Est-ce que des élèves leur demande pourquoi ils ou elles adoptent telle ou telle tenue vestimentaire ? Non, personne ne juge les enseignants sur ce critère, alors ils devraient en faire autant.

Du moment qu'une gamine est ponctuelle et assidue, qu'elle assiste aux cours normalement sans les perturber, qu'elle respecte le corps enseignant et les autres élèves, qu'elle participe à toutes les activités prévues dans le cadre de sa scolarité, qu'elle obtient de bons résultats, qu'est-ce que cela peut foutre qu'elle porte un décolleté et une mini-jupe au ras du sexe ou un pantalon moulant genre collant faisant ressortir toutes ses formes ou qu'elle porte une abaya, une simple robe en fait, hormis toutefois la burqa ou le djilbab (tchador) ?

Je rajoute un complément.

Il m'était arrivé en classe de 5e d'être interpellé par deux gamines maquillées et portant des tenues provoquantes, c'était en tout début de l'année scolaire, alors que j'arrivais à leur hauteur, elles se mirent à me fixer dans les yeux et à me caresser le bras en se trémoussant légèrement, ayant été recruté localement et propulsé du jour au lendemain dans des classes allant de la 6è à la terminale sans recevoir de formation spécifique, je ne me suis pas laissé attendrir, encore moins séduire par leur attitude provocatrice, je changeais de place en leur intimant l'ordre de ne jamais plus se livrer à ce genre de pratique déplacée avec moi. C'était des gosses de bonnes familles qui devaient considérer qu'un enseignant a un statut social inférieur, qu'elles pouvaient traiter comme un larbin ou à la manière des servantes qui officiaient chez leurs parents, et auxquelles elles pouvaient commander ou faire ce qui leur passait par la tête sans qu'elles osent la ramener. Prétentieuses et odieuses, mais parmi les meilleurs élèves de la classe, par la suite je les ignorais et je ne fus plus jamais ennuyé. Evidemment, j'avais immédiatement rendu compte de ce léger incident au proviseur adjoint pour me couvrir, car elles auraient très pu raconter que c'était moi qui aurais eu les mains baladeuses, qui sait ?

Comme je l'ai expliqué dans une précédente causerie, rien que par le prénom de mes élèves, je savais plus ou moins quelle religion on leur avait imposée par leur famille, Magueswary, hindou, Mohamed, musulman, Joseph, chrétien, il y a peu de juifs, parsis, sikhs, etc. et les athées sont encore plus rares, donc difficile de se tromper. Pour ne pas commettre d'impair je leur demandais.

J'avais écarté les supports à caractère religieux qui figuraient dans le manuel scolaire, afin d'éviter d'aborder cette question et d'éventuels ennuis inutiles par la suite avec leurs parents. Du coup cela m'avait donné du boulot supplémentaire, car, il fallait trouver d'autres documents qui soient compatibles avec le thème de grammaire et de compréhension de texte

de chaque leçon, les faire photocopier par le CDI du lycée, inventer de nouveaux exercices avec leurs corrections, le tout devait être prêt pour le jour du cours. Je l'ai fait de bon cœur parce que j'étais très motivé par ce travail, payé au lance-pierres, environ 50 euros par mois au début des années 2000, donc pas vraiment pour l'argent, mais je me suis enrichi autrement, par cette expérience passionnante.

Egypte : Le Caire interdit le port du niqab dans les écoles - RT 13 septembre 2023

Le gouvernement égyptien, par l'intermédiaire de son ministre de l'Education Reda Hegazy, a annoncé le 11 septembre l'interdiction du port du niqab, qui couvre le visage, à partir du 30 septembre prochain dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire. Le ministre égyptien a néanmoins précisé que les élèves demeureraient libres de choisir si elles voulaient porter ou non le foulard, à condition qu'il ne leur couvre pas le visage.

En Egypte, le port du niqab est sujet à débat depuis plusieurs années. Ce vêtement y est parfois assimilé à une forme d'extrémisme religieux défendue par la confrérie des Frères musulmans, organisation interdite sur le territoire égyptien depuis l'arrivée du maréchal Al-Sissi au pouvoir en 2013.

En octobre 2015, le président de l'université du Caire, Gaber Nasser, avait introduit l'interdiction du niqab parmi les enseignantes, cette mesure visant à améliorer les interactions entre elles et leurs étudiants. Une interdiction qui avait été validée début 2020 par la plus haute juridiction du pays, après cinq années de bataille judiciaire. RT 13 septembre 2023

Combat politique contre la terreur climatique.

Mon commentaire publié dans un blog scientifique climato-réaliste.

- *"Soyons clairs : le changement climatique est réel, il est provoqué par l'homme et c'est un problème qui doit être résolu."*

Le reste était à l'avenant en pire parfois avec une ode au boucher Bush en prime !

Bref, quelle horreur de fond en comble cet article, quel délire ou confusion savamment distillée, c'est bien simple, il y en aura pour tout le monde !

Je m'interroge, pourquoi le publier ici, j'avoue ne pas comprendre. Je ne vous reconnais plus, vous ne défendez plus vos positions avec la même conviction me semble-t-il, c'est curieux.

Pourquoi ne pas rappeler les données scientifiques sur lesquelles repose les positions adoptées par ceux qui se disent "*climato-réalistes*" dont je fais partie, je n'ose pas écrire qui s'opposent à la thèse du réchauffement climatique, parce que j'ai plutôt l'impression que vous la cautionnez désormais ou tout du moins ce n'est pas clair du tout. Pourquoi ? J'ai une explication, mais je ne la donnerais pas maintenant, je préfère voir ce que vont répondre des

scientifiques. Je ne suis pas là pour polémiquer ou critiquer inutilement, mais faire avancer les choses et les partager si possible.

Au fait, j'avais appris grâce à vous que la variation de la température précédait celle du CO2. Pourriez-vous me fournir à nouveau cette démonstration (simple et sourcée) parce que je l'ai égarée et je ne l'ai plus en tête précisément, merci d'avance.

On ne fait pas suffisamment référence aux connaissances acquises en paléontologie, pourquoi ? Là aussi, j'ai lu ou entendu tout et son contraire, c'est consternant, notamment un professeur du Collège de France sortir à l'occasion d'une conférence sur l'évolution de notre espèce, que l'activité humaine était responsable du réchauffement climatique, quelle honte un tel message frauduleux !

Catastrophisme. Tremblez, les fourmis de feu arrivent !

J-C - Malintentionnés envers la population, de soi-disant chercheurs en quête de sensations et de financements pour conserver leur mode de vie et leurs conditions de travail privilégiées ont réalisé des "projections" qui "sont plus inquiétantes", à la manière du GIEC ou de l'OMC, vous connaissez la musique, bientôt nous serons envahis par des fourmis de feu, et vous aurez deviné à cause de quoi, du "changement climatique", la messe des croyants à la solde de Davos est dite.

La fourmi de feu arrive en Europe, et c'est une catastrophe pour l'environnement - Le HuffPost 12 septembre 2023

Cet insecte est l'une des espèces les plus invasives au monde. Elle est désormais installée en Europe, d'après une étude publiée ce lundi.

Les chercheurs de l'étude ont identifié 88 nids de fourmis de feu dans la province de Syracuse en Sicile. Si à première vue ça ne semble pas être énorme, les projections des chercheurs sont plus inquiétantes. Celles-ci indiquent que 7 % du continent européen serait propice à leur installation, et particulièrement les villes européennes puisque la moitié d'entre elles sont concernées. Pire encore, ces chiffres pourraient augmenter avec le changement climatique. Le HuffPost 12 septembre 2023

Ces espèces existent depuis la nuit des temps (Précambrien) comme les virus et les bactéries, et ces cinglés veulent également les éradiquer de la surface de la Terre.

Biodiversité : ce rapport chiffre le coût très élevé des espèces invasives pour la planète - Le HuffPost avec AFP 4 septembre 2023

Les espèces invasives menacent entre autres la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, l'économie et la santé humaine.

https://www.huffingtonpost.fr/environnement/article/biodiversite-ce-rapport-chiffre-le-cout-tres-eleve-des-especes-invasives-pour-la-planete_222607.html

J-C – Lisez, c'est carrément délirant. C'est un institut, l'IPBES, « surnommée le Giec de la biodiversité », pas pour rien, qui est à l'origine de cette « alerte » basé sur « un rapport inédit, synthèse de plus de 13 000 études réalisée par 86 experts internationaux de 49 pays (...), un panel qui conseille la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) », l'ONU ou la caverne des brigands, de quoi vous mettre en confiance, j'ironise, vous l'aurez compris.

« *Le combat est-il pour autant perdu d'avance ? Pas forcément.* », ouf nous voilà sauvés, mais à quel prix, devinez !

Et comme pour le climat ou les virus auxquels ils entendent dicter leur loi, ils se sont fixés des objectifs, sans rire : « *L'accord de Kunming-Montréal, adopté par la communauté internationale fin 2022, fixe comme objectif de réduire de 50 % le taux d'introduction d'espèces exotiques envahissantes d'ici 2030.* » Le HuffPost avec AFP 4 septembre 2023

Totalitarisme. Ils font régner la terreur en France ou ils prennent la population en otage en la privant d'eau de manière autoritaire.

J-C – Il y a urgence à chasser ces tyrans du pouvoir.

Sécheresse : le ministre Christophe Béchu indique que 189 communes sont privées d'eau potable – AFP/BFMTV 14 septembre 2023

Christophe Béchu indique encore dans *Libération* que c'est au total 40.000 personnes qui sont toujours privées d'eau potable en France. À titre de comparaison, 700 communes étaient privées d'eau potable et alimentées par des camions-citernes ou grâce à des bouteilles d'eau minérale en 2022. AFP/BFMTV 14 septembre 2023

Comment les agents de Davos manipulent la population et participent à la régression sociale généralisée programmée par le Forum économique mondial.

Entre 10 et 25 000 personnes bloquent avec Extinction Rebellion une autoroute à La Haye - AFP/RT 9 septembre 2023

Cette action coup de poing, la huitième de ce type à La Haye depuis juillet 2022, est plus controversée encore que les précédentes, Extinction Rebellion menaçant de ne quitter les lieux que lorsque le gouvernement cédera à ses exigences. « *Peu importe ce que le conseil municipal de La Haye fera faire à la police, nous resterons ou reviendrons tous les jours. Et ce, jusqu'à ce que le gouvernement réponde à notre demande: la fin immédiate de toutes les subventions aux énergies fossiles* », a prévenu Extinction Rebellion Pays-Bas sur son site. Les autorités craignent d'importantes perturbations du trafic, l'A12 étant une « porte d'entrée »

pour La Haye et sa station balnéaire de Scheveningen, très fréquentée depuis plusieurs jours en raison de la canicule qui s'abat sur la région. AFP/RT 9 septembre 2023

J-C - Rappel sur la réelle nature de cette ONG. Oligarchique.

Extrait de la causerie du 31 octobre 2022.

- Extinction Rebellion fait partie du réseau international A22 financé entre autres par l'ONG américaine Climate Emergency Fund co fondée par Aileen Getty, la petite fille du milliardaire J. Paul Getty (Pétrole), qui regroupe 83 ONG...

Extrait de la causerie du 3 mars 2021.

- Le patron du fonds spéculatif britannique TCI, Christopher Hohn, s'est attribué un dividende de près d'un demi-milliard de dollars en 2020, soit une rémunération record au Royaume-Uni, profitant d'un bond des profits de sa société.

Cette rémunération de 479 millions de dollars, pour l'exercice achevé fin mars, est la plus élevée jamais versée à un individu au Royaume-Uni, estime le quotidien The Guardian, qui révèle l'information lundi.

Dans le classement des grandes fortunes mondiales établies par le magazine *Forbes*, Christopher Hohn se classe 330ème, avec 5,9 milliards de dollars.

Un fonds activiste soucieux du combat d'Extinction Rebellion

Le fonds a son siège dans le très chic quartier de Mayfair à Londres mais la société qui le contrôle, qui appartient à M. Hohn, est elle enregistrée dans les îles Caïmans, un territoire britannique considéré comme un paradis fiscal dans la ligne de mire des autorités et associations anti-évasion fiscale et blanchiment.

Le dirigeant est l'un des mécènes les plus importants du Royaume-Uni. Il a versé quelque 386 millions de dollars à sa fondation en 2019 et cette année-là il avait même fait un don de 50.000 livres au mouvement écologiste Extinction Rebellion. La Tribune/AFP 1 mars 2021

Extrait de la causerie du 10 janvier 2020

Extinction Rébellion: «*L'écologie ne doit pas devenir une idéologie antihumaniste*» - lefigaro.fr 10.12

Baptiste Gauthey dénonce la confiscation de l'écologie politique par une frange minoritaire de la gauche anticapitaliste. Baptiste Gauthey étudie à la Sorbonne l'histoire des politiques publiques environnementales.

Extrait. À la faveur de sophismes parfois vulgaires, le capitalisme devient le principal coupable des problèmes environnementaux.

Le danger de ce lien de cause à effet simpliste est double. Tout d'abord, il implique une traduction politique totalitaire. Il suffit pour s'en convaincre de considérer la solution que les

militants d'Extinction Rébellion entrevoient pour faire face au défi climatique: une «*décroissance*» dont la mise en œuvre impliquerait mécaniquement une réduction des libertés individuelles... lefigaro.fr 10.12

- Qu'est-ce que Extinction Rébellion (suite) ?

"*Un pur produit de l'establishment financier de la City*" (Les Echos)

- Quand Extinction Rébellion s'attire la sympathie des hedge funds - lesechos.fr 21 octobre 2019

Selon Paul Homewood, qui tient un blog très critique des mouvements environnementaux, la fondation pour une société Libre de George Soros, ferait aussi partie des donateurs d'Extinction Rébellion, selon des documents internes. Le milliardaire, fondateur du plus célèbre hedge fund, le Quantum Fund, n'étant pas la figure la plus populaire au sein de la mouvance altermondialiste, le mouvement Extinction Rebellion serait resté discret sur cet embarrassant donateur.

Le mouvement Extinction Rebellion a connu une envolée de ses dons depuis ses coups d'éclat médiatiques à Londres. Il a collecté autour de 2,5 millions de livres lors des 12 derniers mois selon le « *Financial Times* ».

La personne en charge de la gestion des dons chez Extinction Rebellion est un pur produit de l'establishment financier de la City. Andrew Medhurst est un ancien trader sur les produits dérivés et passé par des établissements comme HSBC et Lloyds. Après une carrière de 30 ans dans la finance mondiale, il s'est « *mis au vert* ». lesechos.fr 21 octobre 2019

- Le 12 juillet, le Climate Emergency Fund créé par l'investisseur Trevor Neilson a réalisé un don de près de 550 000 euros à Extinction Rebellion US et aux mouvements de grève pour le climat, et la fille de l'ancien sénateur Robert Kennedy Rory Kennedy et Aileen Getty, une des héritières d'un empire pétrolier américain, s'est engagé à verser 350 000 dollars (316 000 euros) à XR

Trevor Neilson est le PDG de la société i(x) investments, co-fondée avec le petit-fils du financier milliardaire et 3e fortune mondiale, Warren E. Buffett. Il a aussi été directeur exécutif de la Global Business Coalition, une coalition de plus de 200 multinationales dédiée aux questions de santé et créée avec le fondateur de Microsoft Bill Gates, le financier George Soros et le fondateur de CNN Ted Turner. Ex-dirigeant de la Fondation Bill & Melinda Gates, Neilson a été nommé « *Jeune leader global* » par la Forum économique mondial et a servi à la Maison Blanche sous l'administration de Bill Clinton. novethic.fr 22.08.2019 ; valeursactuelles.com 02.10.2019 ; Libération 11.10.2019

Contorsions climatiques.

Changement climatique : on vous explique pourquoi sécheresse et inondations sont parfois liées - francetvinfo.fr 7 septembre 2023

Plus il fait chaud, *"plus l'atmosphère est capable de contenir de l'eau qu'elle va puiser, entre autres, dans les sols. C'est donc un seul et même phénomène physique qui alimente à la fois la sécheresse et l'augmentation des précipitations"*, explique Florence Habets, hydroclimatologue au CNRS. C'est pourquoi le changement climatique augmente la probabilité et la gravité des phénomènes météorologiques, comme les inondations et les sécheresses, selon le Giec.

Il existe de nombreuses solutions pour rendre aux sols leurs propriétés absorbantes, détaillées dans un document de l'Union internationale pour la conservation de la nature paru en 2021.

Parmi elles, la préservation, la restauration et la création de zones humides, la végétalisation et la *"désimperméabilisation"* (le fait de débitumer des sols en ville). *"C'est loin d'être suffisant pour contenir le volume d'eau cataclysmique qui s'est abattu en Grèce, estime Florence Habets. En revanche, cela permettrait un meilleur écoulement des pluies d'une intensité comme celles que Paris a connues cet été."* francetvinfo.fr 7 septembre 2023

J-C – Ces cinglés pourraient « débitumer » les villes...

De nouvelles études prouvent que les variations climatiques sont naturelles, cycliques et totalement explicables par le soleil, petite leçon d'histoire geo pour ces incultes de journalistes - pgibertie.com 7 septembre 2023

Selon les observations du CERES, l'anomalie de rayonnement à ondes courtes (SW) a augmenté de +1,75 W/m² de 2001 à 2021, ce qui est probablement dû aux variations naturelles de la couverture nuageuse. Ce forçage SW peut expliquer le réchauffement (0,46° C) sur cette période. <https://scienceofclimatechange.org/wp-content/uploads/Olilla-2023-Global-Warming-Review.pdf>

De nouvelles études expliquent pourquoi les données du Giec sont en contradiction avec les observations : rôle du soleil sous-estimé et bétonisation des stations météo urbaines - pgibertie.com 3 septembre 2023

<https://www.ceres-science.com/post/new-study-suggests-global-warming-could-be-mostly-an-urban-problem>

L'AR6 du GIEC concluait que *« les modèles climatiques ne peuvent reproduire le réchauffement observé [...] qu'en incluant les effets des activités humaines [...], en particulier la concentration croissante des gaz à effet de serre », et que « les simulations qui incluent uniquement les processus naturels, y compris les processus internes » la variabilité liée à El Niño et d'autres variations similaires, ainsi que les variations de l'activité du soleil et les émissions des grands volcans [...], ne sont pas en mesure de reproduire le réchauffement observé »*

En grande partie sur cette base, le Giec a conclu que le changement climatique contemporain est *« en grande partie dû à l'influence humaine »*.» (Résumé technique, p. 11). Cependant, cette affirmation confiante sur la *« détection et l'attribution du changement climatique »* était

injustifiée car elle n'a pas permis d'évaluer de manière satisfaisante deux débats scientifiques clés en cours :

Dans quelle mesure le réchauffement depuis le 19^{ème} siècle impliqué par les estimations actuelles de la température mondiale est-il un artefact des biais d'urbanisation ?

Avons-nous établi un ensemble de données fiables sur le forçage solaire pour estimer la contribution solaire à ces tendances ?

Une nouvelle étude publiée dans la revue scientifique à comité de lecture *Climate*, réalisée par 37 chercheurs de 18 pays, suggère que les estimations actuelles du réchauffement climatique sont contaminées par des biais liés au réchauffement urbain.

Cette étude aboutit à des conclusions similaires à celles d'une autre étude récemment publiée dans une revue scientifique à comité de lecture distincte, *Research in Astronomy and Astrophysics*

Les températures observées dans les seules stations rurales font apparaître un refroidissement après 1870, un réchauffement de 1885 à 1938, un nouveau refroidissement de 1938 à 1972 puis un réchauffement. De 1850 à 2020 un degré seulement en plus. Les données du Giec (stations urbaines) montrent un réchauffement continu de 2 degrés.

Il est bien connu que les villes sont plus chaudes que les campagnes environnantes. Alors que les zones urbaines ne représentent que moins de 4 % de la surface terrestre mondiale, de nombreuses stations météorologiques utilisées pour calculer les températures mondiales sont situées dans des zones urbaines. Pour cette raison, certains scientifiques craignent que les estimations actuelles du réchauffement climatique aient pu être contaminées par des effets d'îlots de chaleur urbains. Dans son dernier rapport, le GIEC estime que le réchauffement urbain représente moins de 10 % du réchauffement climatique. Cependant, cette nouvelle étude suggère que le réchauffement urbain pourrait représenter jusqu'à 40 % du réchauffement depuis 1850.

Lorsque les auteurs ont analysé les données de température uniquement en utilisant l'ensemble de données solaires du GIEC, ils n'ont pu expliquer aucun des réchauffements observés depuis le milieu du 20^e siècle. Autrement dit, ils ont reproduit la conclusion emblématique du GIEC selon laquelle le réchauffement climatique est principalement causé par l'homme. Cependant, lorsque les auteurs ont répété l'analyse en utilisant une estimation différente de l'activité solaire – une estimation souvent utilisée par la communauté scientifique – ils ont constaté que la plupart des tendances au réchauffement et au refroidissement des données rurales pouvaient en fait s'expliquer en termes de changement d'activité solaire.

<https://pgibertie.com/2023/09/03/de-nouvelles-etudes-expliquent-pourquoi-les-donnees-du-giec-sont-en-contradiction-avec-les-observations-role-du-soleil-sous-estime-et-betonisation-des-stations-meteo-urbaines/>

DANS LA GRECE ANTIQUE IL FAISAIT PLUS CHAUD ET LES INONDATIONS ILS CONNAISSAIENT

https://www.academia.edu/43643108/History_of_floods_in_Greece_causes_and_measures_for_protection

Les inondations, phénomène diachronique et international, affectent de nombreuses personnes, bâtiments et infrastructures. Tout au long de l'histoire de l'humanité, les inondations sont les plus meurtrières et ont causé plus de pertes économiques que les autres catastrophes naturelles. Dans cette revue, l'histoire des inondations est considérée comme se concentrant sur la Grèce antique depuis le début de l'âge du bronze. Les Grecs de l'Antiquité évitaient de vivre à proximité des lacs et des rivières, probablement pour des raisons d'hygiène et de protection contre les inondations. Des ouvrages hydrauliques anti-inondation impressionnants et représentatifs, notamment des barrages, des murs, des canaux de différentes villes et autres colonies de l'époque minoenne et de la période archaïque, classique, hellénistique et romaine, sont présentés.

DANS L'ANDALOUSIE DU MOYEN AGE IL FAISAIT PLUS CHAUD QU AUJOURD HUI ET ILS IRRIGUAIENT

<https://journals.openedition.org/remmm/6444>

https://www.persee.fr/doc/rgest_0035-3213_1986_num_26_3_1609

Face à cette réalité, les agriculteurs, les bénévoles et les chercheurs espagnols ont puisé dans l'histoire pour trouver des solutions, en se tournant vers un réseau tentaculaire de canaux d'irrigation construits par les Maures, la population musulmane qui a conquis la péninsule ibérique au Moyen Âge et s'y est installée.

Ces canaux – appelés « *acequias* », de l'arabe « *as-saqiya* », qui signifie « *conduite d'eau* » – ont rendu la vie possible dans l'une des régions les plus arides d'Europe, alimentant les fontaines du majestueux palais de l'Alhambra et transformant la région, l'Andalousie, en une puissance agricole.

<https://pgibertie.com/2023/09/07/de-nouvelles-etudes-prouvent-que-les-variations-climatiques-sont-naturelles-cycliques-et-totalement-explicables-par-le-soleil-petite-lecon-dhistoire-geo-pour-ces-incultes-de-journalistes/>

Commentaires d'internautes.

- Séjournant 3 ans dans l'arrière-pays niçois, l'on me parla d'une fierté locale qui soit un pont enjambant une rivière impétueuse par temps de crue infernale : le pont de pierre qui relie 2 versants abrupts de la rivière de l'Estéron, le Pont de la Cerise.

Joint de ma compagne, nous y avons savouré une nature stupéfiante et vive. Enchanteresse ! et multi séculaire dont la croyance ancestrale portait à certifier que le pont était d'origine romaine antique. Certes, bâti de pierre en arc en plein-cintre comme le génie romain l'avait intégré en son mode générique quoiqu'il n'en fut pas l'inventeur ...

Le Pont de la Cerise a ceci de merveilleusement intelligent qu'il fut posé hors d'atteinte de toutes les crues furieuses que la rivière de l'Estéron eût pu lui imposer, dont ses ravages : à 12

mètres de hauteur ... Car des crues, il y en avait tant, jadis, que les Romains savaient prévenir : ils ne bâtirent rien qui eût risqué d'être emporté par des flots tumultueux.

J'ai consacré à cette merveille de la prévenance climatique forcenée un article. Je vous le propose ici, dont un épisode cévenole qui a ravagé le Haut-Pays niçois le 02 octobre 2020, juste pour la mémoire des connaissances éparpillées sinon oubliées.

<https://sentrais.eu/pluie/alpes-maritimes-02octobre2020.htm>

Combat politique contre le wokisme, la théorie de genre et la pédophilie.

Scandale aux Etats-Unis : Le maire de Burbank, en Californie, reçoit une fessée par un Drag-Queen devant des enfants - lemediaen442.fr 11 septembre 2023

Lors d'une levée de fonds pour le parti démocrate, sur le thème « *drag* », Konstantine Anthony, le maire de Burbank, s'est retrouvé au cœur d'une controverse après avoir reçu une fessée par le drag queen Roxy Wood. Tout cela s'est déroulé sous les yeux d'enfants présents lors de l'événement. La vidéo, devenue virale, fait le tour des Etats-Unis et scandalise le monde entier. L'événement en question, Drag Queen Bingo, s'est déroulé le 9 septembre 2023 et depuis la diffusion de la vidéo, beaucoup ont exprimé leur dégoût et leur inquiétude.

La drag queen qui a participé à l'événement a partagé une publication sur Instagram, précisant que celui-ci était accessible aux personnes âgées de 15 ans et plus. Cependant, elle a également souligné que le spectacle n'était pas adapté à un public composé d'enfants. En d'autres termes, l'événement de drag où le maire a été corrigé a autorisé la présence de mineurs, malgré la reconnaissance qu'il ne convenait pas à un public de cet âge. lemediaen442.fr 11 septembre 2023

J-C – Une drag queen est un homosexuel travesti ou ayant adopté les apparences morphologique et vestimentaires d'une femme, pour mieux pervertir les hommes en proie à des fantasmes sexuelles qu'ils ne parviennent pas à assumer ou qu'ils n'osent pas assouvir. Ce mélange des genres est destiné à les aider à surmonter les obstacles qui les retiennent de passer à l'acte ou d'avoir des relations homosexuelles ou éventuellement de changer d'identité sexuelle, ce qui s'adresse aussi à des enfants, d'où leur caractère criminel.

En réalité cette vidéo ne scandalise pas "*le monde entier*", parce qu'à part Fox News aux Etats-Unis, l'ensemble des médias mainstream l'ont ignorée ou ils se sont autocensurés.

J'ai mis cette info en ligne uniquement pour montrer le degré de décomposition du Parti démocrate et des autorités américaines.

Santé.

Lu.

Selon une nouvelle étude scientifique, menée par des chercheurs de l'Université d'Édimbourg (Écosse) et dont les conclusions ont été publiées dans BMJ Oncology et relayées par le Sun, les taux de cancer chez les moins de 50 ans ont bondi de 79% en 30 ans.

Face à cette situation, les chercheurs sont unanimes : pour eux, même si la génétique est susceptible de jouer un rôle, le tabagisme, la consommation d'alcool et les régimes alimentaires riches en viande et en sel mais pauvres en fruits et en lait sont les "*principaux facteurs de risque*". L'excès de poids, une faible activité physique et une glycémie élevée peuvent également avoir un impact. Yahoo 6 septembre 2023

J-C – Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas qu'ils empoisonnaient la population ou fragilisaient sa santé...

Additifs alimentaires: le risque de maladies cardiovasculaires pointé du doigt par une vaste étude - BFMTV 7 septembre 2023

Les résultats d'une large étude "*suggèrent une association entre les apports alimentaires d'additifs émulsifiants et un risque accru de maladies cardiovasculaires*", indique l'Inserm ce jeudi.

E460, E461, E462.... Ces additifs, parfois appelés stabilisants, dont la présence est indiquée sur les étiquettes des aliments présents dans les grandes surfaces et les supermarchés, sont régulièrement pointés du doigt pour leur dangerosité. Une étude menée par des chercheurs Français, publiée ce jeudi dans le British Medical Journal, suggère un lien entre leur consommation et le risque de maladies cardiovasculaire, rapporte l'Inserm.

Après avoir pris en compte les facteurs de risque pour les maladies cardiaques (poids, IMC, âge, sexe, etc), les scientifiques "*ont constaté que des apports plus élevés en celluloses totales (additifs correspondants aux codes E460 à E468, NDLR) étaient associés à des risques plus élevés de maladies cardiovasculaires*".

Bonbons, glaces, gâteaux...

"*En particulier*" pour les apports en E460 (cellulose microcristalline, cellulose en poudre) et E466 (carboxyméthylcellulose), prévient l'Inserm. Sont également pointés du doigt les additifs E472b, E471, E472, E472c et E339.

"*Parmi ces émulsifiants, l'ester lactique des monoglycérides et diglycérides d'acides gras (E472b) était associé à des risques plus élevés de maladies cardiovasculaires et de maladies cérébrovasculaires*", écrit l'Inserm.

L'E472b se retrouve dans de "*très nombreuses catégories d'aliments*", dont certains aliments infantiles, peut-on lire sur le site de l'UFC-Que Choisir. Cet émulsifiant est par exemple

présent dans la liste des ingrédients de la crème chantilly Bridélice et dans celle des gâteaux Napolitain de Lu.

Certains additifs cités ci-dessus sont également présents dans la composition des Pépito ou encore de certaines glaces Côte d'Or, selon les listes d'ingrédients consultables sur les sites de Monoprix.

J-C – Pourquoi ne les interdisent-ils pas ? Pour autant, ils continueront d'empoisonner la population et en priorité les enfants.

BFMTV - Dans son communiqué de presse, l'Inserm reconnaît que l'étude publiée ce jeudi est "*une unique étude observationnelle, qui ne peut donc pas établir de causalité à elle seule*".

Par ailleurs, les scientifiques "*reconnaissent certaines limites à cette étude*", poursuit l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, comme la proportion élevée de femmes (79%) dans l'échantillon.

"Si ces résultats doivent être reproduits dans d'autres études à travers le monde, ils apportent de nouvelles connaissances clés au débat sur la réévaluation de la réglementation relative à l'utilisation des additifs dans l'industrie alimentaire, afin de mieux protéger les consommateurs", plaident Mathilde Touvier, directrice de recherche à l'Inserm, et Bernard Srour, professeur junior à INRAE, principaux auteurs de l'étude.

J-C – Tu parles, l'Inserm est à la botte des trusts agro-alimentaires et pharmaceutiques, il a eu l'occasion de l'illustrer lors de l'épisode covid-19.

Les biologistes ont déterminé depuis longtemps que plus une molécule était présente en faible quantité, plus son pouvoir s'accroît, ce qui explique pourquoi l'homéopathie fonctionne notamment, c'est aussi le principe même employé dans la pharmacopée allopathique ou autres, dans ce qu'ils appellent aussi les vaccins.

On peut aussi citer un virus ou une bactérie dont un segment ou une propriété active est parfois en cause, et qui se mesure en nanomètre, en milliardième de mètre. Dès lors, il va de soi que toutes les molécules chimiques de synthèse que l'on trouve dans les aliments transformés ou non et les boissons, exercent une action sur les cellules du corps humain, dont la plupart du temps on ignore la nocivité, donc à éviter autant que faire se peut.

Pour illustrer mon commentaire précédent.

Les microbes du sol génétiquement modifiés pourraient avoir des “conséquences irréversibles”, selon un nouveau rapport - Mondialisation.ca, 10 septembre 2023

Le projet des grandes entreprises agrochimiques de développer des microbes du sol génétiquement modifiés pour servir de pesticides et d'engrais est une "*expérience génétique à ciel ouvert qui pourrait avoir des conséquences irréversibles*", selon un rapport publié mardi par les Amis de la Terre.

https://www.mondialisation.ca/les-microbes-du-sol-genetiquement-modifies-pourraient-avoir-des-consequences-irreversibles-selon-un-nouveau-rapport/5681156?doing_wp_cron=1694405733.7667100429534912109375

France. L'allongement de la durée de la vie serait un progrès. De quoi, de la cruauté ? Du capitalisme. Crime d'Etat ordinaire sous une dictature.

Var : un touriste allemand retrouvé mort dans sa voiture après 4 heures d'attente aux urgences - leparisien.fr 12 septembre 2023

Est-ce le symptôme d'un service public à l'agonie ? Un touriste allemand de 57 ans a été retrouvé mort dans sa voiture à Gassin (Var), jeudi, après avoir attendu plus de quatre heures aux urgences avant de quitter l'hôpital, rapporte BFM Toulon Var, confirmant une information de Nice-Matin. « *Pour l'heure, il n'est pas déterminé si ce sont les médecins qui lui ont demandé de quitter l'établissement ou s'il est parti volontairement* », indiquent nos confrères de BFM.

Selon Nice-Matin, l'homme se serait présenté tôt jeudi matin au centre hospitalier pour de fortes douleurs. Mais l'établissement fonctionnait à ce moment-là en mode adapté, c'est-à-dire qu'il ne prenait en charge que les personnes dont le pronostic vital est engagé, sur recommandation du Samu ou du Smur.

On lui aurait alors conseillé d'attendre l'ouverture, à 10 heures, du Centre de soins non programmé du pôle de santé. A-t-il mal compris ? A-t-il abandonné ? Le quinquagénaire allemand ne s'est en tout cas jamais présenté au CSNP. En l'absence d'obstacle médico-légal, aucune enquête n'a été ouverte à la suite du drame. leparisien.fr 12 septembre 2023

Crime avoué déjà à moitié pardonné.

Une personne sur mille vaccinée contre le Covid souffrirait d'effet secondaire - francetvinfo.fr 7 septembre 2023

Deux après le lancement de la campagne de vaccination contre la covid, les bilans s'ajoutent les uns aux autres. Certains font état d'effets indésirables dans certaines circonstances. Ainsi, une personne sur mille a déclaré un effet indésirable des vaccins à ARN messenger. C'est essentiellement des cas de myocardites, de la tension artérielle et des troubles menstruels. Pour autant, l'Agence Nationale du Médicament ne remet pas en cause l'efficacité de ces vaccins.

Pour autant, les études ne sont pas terminées. L'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé et le réseau régional de pharmacovigilance ont placé sous surveillance différents signaux potentiels comme les Zona, les troubles du rythme cardiaque, les maladies des reins, du pancréas ou encore du foie.

Mais d'autres pathologies moins communes sont également gardées à l'œil par les chercheurs telle que la survenue d'une polyarthrite rhumatoïde, de maladies rares du sang ou du système nerveux ainsi que la surdité et le déséquilibre du diabète.

Une surveillance toujours de rigueur mais, fort heureusement, depuis plusieurs mois, aucun nouveau signal alarmant n'a été rapporté.

J-C - Toujours dans le déni, c'est dans leur nature malfaisante. Finalement ils sont obligés de convenir que ces substances entraînent une multitude d'effets secondaires qui peuvent être graves, aux conséquences irréversibles ou causant la mort, ce qu'ils évitent soigneusement de mentionner.

Leur méthode consiste à nier l'évidence durant toute une période, aussi longtemps qu'ils le peuvent, alors qu'ils disposent de toutes les données sur l'évolution de la situation sanitaire en temps réel, mais comme une partie d'entre elles contrarient leur récit frauduleux, ils les censurent. Ils ne les rendront publiques qu'une fois atteint leur objectif. Et pour parer à toute accusation ou critique ou se dédouaner de toute responsabilité ou complicité lorsque la situation prendra une mauvaise tournure, ils affirmeront qu'ils avaient toujours fait preuve d'honnêteté et avoir agi uniquement en fonction des éléments qui avaient été portés à leur connaissance. C'est évidemment un grossier mensonge qu'ils peuvent oser, sachant qu'il sera couvert par l'autocensure des médias et des autorités. Et pour se blanchir ou s'auto blanchir, ils assurent que ce serait leur faire un procès d'intention de leur reprocher de ne pas avoir pris en compte des faits que tout le monde ignorait, ce qui est faux également, sans que personne ne s'y attardera, j'entends les médias mainstream qui chaque jour délivrent leur poison dans chaque foyer.

Pour autant les sadiques criminels continuent de sévir en toute impunité.

Covid-19 : Le Canada approuve le vaccin actualisé de Moderna ciblant les nouveaux variants - AFP/20 Minutes 13 septembre 2023

La pandémie est terminée mais le coronavirus n'a pas pour autant disparu. Le Canada a donc approuvé mardi le vaccin actualisé de Moderna ciblant les nouveaux variants du Covid-19 et poursuit son évaluation d'autres vaccins en vue de combattre les infections au coronavirus, une fois de plus en hausse.

Cette annonce survient au lendemain de l'approbation par les Etats-Unis d'une version mise à jour des vaccins de Pfizer et Moderna, mieux adaptée aux variants actuellement en circulation.

La plupart des Canadiens ont reçu au moins deux doses de vaccin anti-Covid, mais la protection diminue avec le temps. Seule une faible proportion de la population canadienne a reçu une dose de rappel jusqu'à présent cette année.

Les autorités sanitaires espèrent que la population se fasse vacciner en grand nombre après une saison 2022-2023 marquée par des hôpitaux bondés de patients atteints de la grippe, du

Covid-19 et du virus respiratoire syncytial (VRS) qui touche particulièrement les enfants en bas âge. AFP/20 Minutes 13 septembre 2023

Un diluant "*dangereux*" présent dans certains vaccins anti-Covid-19 ? Entretien choc avec Patrick Jaulent - France-Soir 05 septembre 2023

Patrick Jaulent est docteur en électronique, diplômé d'une université américaine, conférencier international et ancien directeur d'une agence de cybersécurité. Auteur de l'ouvrage "*Dilutions mortelles en toute impunité ?*", publié en autoédition (2023), cet expert en criminalité électronique interroge sur la présence d'un "diluant" catégorisé comme "*dangereux*" dans les vaccins anti-Covid-19. Une révélation qu'il étaye sur la base de documents issus d'administrations officielles, notamment américaines, dont la FDA (Food and Drug Administration) ou la BARDA (Biomedical Advanced Research and Development Authority).

Cette présence préoccupante ne doit rien au hasard, selon Jaulent. Son origine s'expliquerait en premier lieu par la dénaturation du processus de contrôle et d'évaluation des risques des produits médicamenteux issus de l'industrie pharmaceutique aux États-Unis.

Selon ce spécialiste en cybercriminalité, une volonté politique se serait mise à l'œuvre pour faire évoluer les lois relatives à la régulation du secteur. Conséquence ? Une déresponsabilisation des laboratoires vis-à-vis de l'utilisation ou l'injection de leurs nouvelles molécules, vaccins ou autres thérapies. Autrement dit, les industriels se retrouveraient à l'abri de poursuites quant aux effets secondaires de leurs produits.

Patrick Jaulent, qui dénonçait dans son précédent ouvrage ("*Un monde de menteur*", 2021, autoédition) un "*sacrifice*" de la jeunesse, confinée et contrainte à la vaccination au prétendu profit des personnes fragiles et plus âgées, a été exposé à des menaces à cause de ses propos.

Avec courage, il reprend son travail d'enquête particulièrement appliqué et alerte sur un composé chimique présent d'après ses recherches dans les vaccins anti-Covid-19. Un "*diluant*" qui aurait un lien "*contractuel*" avec l'OTAN et le Département de la Défense des États-Unis (DoD).

Un troublant produit qui doit d'après lui faire l'objet d'un débat public, ne serait-ce que pour étudier le risque possible de son utilisation sur la santé humaine. Patrick Jaulent, qui n'a aucun conflit d'intérêts avec le monde de la pharmacie ou du médicament, indique mener cette enquête "*pour ses enfants*".

Ce citoyen, qui n'est "*pas contre les vaccins*", veut juste être au courant de leur exacte composition, en toute transparence.

<https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/diluant-dangereux-present-vaccins-covid-jaulent>

Capitalisme de connivence ou corruption au sommet de l'Etat

Quel petit monde corrompu ! Moderna embauche un fonctionnaire britannique qui a négocié les contrats de vaccins Covid - Mondialisation.ca, 10 septembre 2023

L'ancien médecin-chef adjoint du Royaume-Uni, Jonathan Van-Tam, qui, pendant la pandémie de Covid-19, est devenu un nom connu au Royaume-Uni en raison de ses exposés publics sur l'évolution du virus, a récemment rejoint Moderna, le fabricant du vaccin Covid-19, en tant que consultant médical principal.

Connu sous le nom de “JVT”, M. Van-Tam a été fait chevalier pour le service public qu'il a rendu en tant que membre du groupe de travail sur les vaccins du gouvernement britannique, qui a pris des décisions sur les contrats d'approvisionnement en vaccins Covid-19 et sur les investissements dans la fabrication de vaccins.

Pour le commentateur politique Russell Brand, il s'agit là de la preuve d'une “*porte tournante*” corrompue entre les gouvernements et les grandes sociétés pharmaceutiques, qui enrichit quelques-uns aux dépens des contribuables.

https://www.mondialisation.ca/quel-petit-monde-corrompu-moderna-embauche-un-fonctionnaire-britannique-qui-a-negocie-les-contrats-de-vaccins-covid/5681161?doing_wp_cron=1694408667.0464169979095458984375

Guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.

J-C – Oui, Volodymyr Zelensky est un juif suppôt de néonazis.

Nazis : Volodymyr Zelensky aux côtés du « *führer blanc* » - Réseau Voltaire 8 septembre 2023

Sur son compte personnel Telegram, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a posté une courte vidéo (voir au bas de cette page) de sa visite avec son chef de cabinet aux troupes de Bakhmut.

On l'y voit avec le « *führer blanc* », Andriy Biletsky, chef militaire des « *nationalistes intégraux* » ukrainien. Selon ce dernier la mission de l'Ukraine est de « *mener les races blanches du monde dans une croisade finale... contre les Untermenschen [les sous-humains] dirigés par les sémites* ».

Le « *nationalisme intégral* » est une idéologie imaginée par l'Ukrainien Dmytro Dontsov (1883-1973) à partir de celle de celle du Français Charles Maurras. Il l'a développée autour d'une haine des juifs et des Russes. D'abord agent secret du Reich, Dontsov est devenu durant la Seconde Guerre mondiale un des principaux organisateurs de la solution finale des questions juives et tziganes en tant qu'administrateur de l'Institut Reinhard Heydrich à Prague. Il n'a pas été jugé à Nuremberg, mais recyclé par la CIA. Contrairement à ce qu'indique mensongèrement sa notice Wikipedia, il n'est pas mort au Canada, mais aux États-Unis à South River.

Après avoir fondé le régiment Azov et essuyé la défaite de Marioupol, Andriy Biletsky a créé une unité d'infanterie mécanisée, la 3e brigade d'assaut. C'est elle qui, aujourd'hui, est la principale unité ukrainienne impliquée dans la bataille de Bakhmut.

La Russie affirme mener une intervention militaire spéciale en Ukraine afin de la dénazifier. Cependant, elle a aligné la société militaire privée Wagner face aux néo-nazis du régiment Azov à Marioupol, puis de la 3e brigade d'assaut à Bakhmut. Or, le groupe Wagner, propriété d'Evgueni Prigojine, était commandé par un amiral russe du III^e Reich, Dmitri Outkine. Le Kremlin vient de l'éliminer à la suite d'un affrontement interne qui a été décrit par la presse occidentale comme une tentative de coup d'État.

Andriy Biletsky a rendu obligatoire à tous ses hommes de lire et d'étudier les écrits de Dmytro Dontsov. En outre, il voue un culte à l'homme de main de Dontsov, Stepan Bandera, qui massacra plus d'un million et demi d'Ukrainiens durant la Seconde Guerre mondiale. Bandera, lui aussi, ne fut pas jugé à Nuremberg mais fut récupéré par la CIA. Il dirigea les émissions ukrainiennes de Radio Free Europe depuis Munich durant la Guerre froide.

« *En plaçant à la tête de l'Ukraine un homme d'origine juive [Volodymyr Zelensky], issu d'un milieu juif, les dirigeants occidentaux ont voulu dissimuler l'essence inhumaine qui se trouve au fondement de l'État ukrainien d'aujourd'hui (...) Cela rend toute cette situation ignoble au plus haut point. Car nous avons ici un Juif qui cautionne la glorification du nazisme et ceux qui ont orchestré le génocide juif en Ukraine, ayant causé la mort d'un million et demi de personnes* », a déclaré le président russe, Vladimir Poutine, lors de la réunion du Comité Pobiéda, la semaine dernière. Réseau Voltaire 8 septembre 2023

Pour autant, avez-vous entendu un dirigeant de la Nupes appeler à rompre avec les Etats-Unis et les autorités ukrainiennes ? Aucun.

Ukraine: les Etats-Unis vont fournir des munitions controversées à Kiev, Moscou dénonce l'"inhumanité" de Washington - AFP 7 septembre 2023

La fourniture à Kiev de munitions à l'uranium appauvri, prévue dans une aide d'un milliard de dollars supplémentaires annoncée par le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, montre "l'inhumanité" de Washington, a fustigé Moscou dans la nuit de mercredi à jeudi.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, l'ambassade de la Russie à Washington a condamné cette décision qui, selon elle, est "un signe clair de l'inhumanité" des Etats-Unis. AFP 7 septembre 2023

Lu à propos des munitions à l'uranium appauvri.

Les États-Unis sont en train de délibérément transférer des armes qui frappent sans discernement, ignorant délibérément les conséquences dévastatrices. Les munitions à l'uranium appauvri créent des explosions qui engendrent un nuage radioactif meurtrier. De petites particules d'uranium se déposent dans les voies respiratoires, les poumons,

l'œsophage, et s'accumulent dans les reins et le foie, provoquant le cancer et perturbant les fonctions vitales du corps.

L'ambassadeur russe rappelle à juste titre les conséquences tragiques de l'utilisation de telles armes par les États-Unis en Irak et dans les Balkans, où des milliers de civils ont souffert de cancers dévastateurs.

Pourtant, les États-Unis continuent d'ignorer ces horreurs, affirmant que cette livraison est destinée à soutenir les forces ukrainiennes. Cependant, l'ambassade russe souligne que cette décision ne changera pas le cours de l'opération militaire spéciale menée par les forces russes. Ils continueront méthodiquement à détruire les armes fournies au régime de Zelensky.

Cela révèle le véritable visage de l'administration américaine, qui se montre profondément indifférente tant au sort de l'Ukraine qu'à l'avenir de la région européenne.

Les armes à uranium appauvri – Jalons pour une interdiction - grip.org 2002

Utilisées pour la première fois contre l'Irak, plus récemment dans les Balkans, les armes à uranium appauvri ont suscité un immense débat. Les premiers à tirer la sonnette d'alarme ont été les militaires, ou plutôt les vétérans. Ils soupçonnent cette substance radioactive toxique d'être à l'origine des maux dont souffrent de nombreux soldats : douleurs musculaires, infections respiratoires, cancers...

L'inquiétude des médecins irakiens, confrontés à un taux dramatiquement élevé d'enfants morts-nés, souffrant de leucémies ou de malformations, va dans le même sens.

Assez paradoxalement, les experts «*indépendants*» – mais «*choisis*» de manière consciencieuse -, mandatés par les organisations internationales et les gouvernements, se retranchent derrière un consensus affirmant, au pire, l'innocuité totale de ces armements, au mieux, la nécessité de poursuivre les recherches. Cette pensée unique et rassurante n'est pas partagée par l'ensemble de la communauté scientifique. Loin de là. Nombreux sont ceux qui que les erreurs, amalgames et omissions de ces rapports officiels irritent et dérangent. Ce livre leur donne la parole.

Toxicologue, physicien, juriste ou économiste, chacun apporte dans cet ouvrage son analyse, critique et tranchante. À partir d'une argumentation rigoureuse sur les plans juridique et scientifique, les auteurs plaident pour un débat démocratique préalable à toute utilisation d'armes nouvelles. Et dans ce dossier-ci, ils arrivent à la conclusion que les munitions à uranium appauvri doivent être interdites. Car, vu le nombre d'incertitudes, c'est le principe de précaution qui doit prévaloir. (Ont contribué à cet ouvrage Bruno Barrillot, Corinne Castanier, Bruno Chareyron, Christophe De Brouwer, Luc Mampaey, Claudine-Mariko Richard et Nicolas Tavitian.)

<https://www.grip.org/product/les-armes-a-uranium-appauvri-jalons-pour-une-interdiction/>

Désinformation sur la radioactivité de l'uranium appauvri - CRIIRAD 27 mars 2023

Suite à l'actualité de mars 2023 sur l'envoi possible d'armes à l'uranium appauvri en Ukraine, la CRIIRAD revient sur la désinformation sur la radioactivité de l'uranium appauvri.

Interviewé le 27/3/2023 à 9H40 sur LCI, Bruno Chareyron a pu contredire un amiral qui affirmait que « *l'uranium appauvri a moins de radioactivité qu'un granite de Bretagne* ». En effet, la radioactivité totale d'une tête d'obus à l'uranium appauvri est de plusieurs dizaines de millions de Bq/kg quand celle du granite est de quelques milliers de Bq/kg.

<https://youtu.be/xP-sqP-MsUQ>

Les discours scientifiquement erronés sur la radioactivité de l'uranium appauvri sont à l'origine de la banalisation de l'utilisation de cette matière pour des usages civils et militaires. Voir l'ouvrage « *Les armes à l'uranium appauvri, jalons pour une interdiction* » auquel la CRIIRAD a contribué.

<https://www.grip.org/product/les-armes-a-uranium-appauvri-jalons-pour-une-interdiction/>

Dans le film documentaire “*Dans les poubelles des marchands d'armes*” de Sophie Le Gall et Linda Bendali (2012) qui porte sur les impacts sanitaires liés à des tests d'armes près de Bourges, ainsi que sur le centre militaire de Salto Di Quirra en Sardaigne, Bruno Chareyron, directeur du laboratoire de la CRIIRAD effectue des mesures sur un obus contenant de l'uranium appauvri puis sur un objet contenant du thorium 232.

https://www.youtube.com/watch?v=uP_UECJBc9o

(extrait du documentaire)

Dans cet extrait vidéo, des mesures sont effectuées avec un scintillomètre gamma sur un obus à l'uranium appauvri. Le débit de dose gamma est 50 fois supérieur au bruit de fond. D'autres mesures (qui n'apparaissent pas dans la vidéo) montrent que le débit de dose beta-gamma à la peau est de 2 000 microSieverts par heure (TLD LiF CENG) soit 20 000 fois le niveau naturel. A 30 centimètres, le débit de dose beta-gamma à la peau est encore de 25 µSv/h (TLD LiF CENG).

La CRIIRAD s'est battue (avec succès) pour que l'utilisation de l'uranium appauvri soit interdite dans les biens de consommation courante en France. Mais des personnes possèdent encore (sans en être conscientes), des objets divers (pendentifs, tableaux, carreaux) qui contiennent des colorants à base d'uranium appauvri.

Pour en savoir plus :

https://www.youtube.com/watch?v=6S_2JZ4LZ7M&t=859s

Voir aussi la vidéo de 2023 où des mesures sont effectuées avec un contaminomètre alpha-bêta-gamma sur un carreau coloré avec des pigments d'uranium appauvri. Il contient moins de 0,5 grammes d'uranium appauvri quand un obus contient des centaines de grammes, voire plusieurs kilogrammes.

<https://www.youtube.com/shorts/dJW2zvXRf0Q>

Russie.

Moscou exige des excuses de Paris pour son acte "raciste" à l'encontre d'une journaliste russe - fr.sputniknews.africa 10 septembre 2023

L'Élysée doit s'excuser pour avoir brutalement refusé à une journaliste russe l'accès à la conférence de presse d'Emmanuel Macron au sommet du G20, a déclaré la porte-parole de la diplomatie russe. Condamnant cet acte de l'équipe Macron, celle-ci l'a qualifié de "*nationalisme agressif basé sur la discrimination raciale*".

Moscou condamne Paris et demande des excuses pour ne pas avoir autorisé les journalistes russes à la conférence de presse du Président français à New Delhi ce 10 septembre, a dénoncé la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères sa chaîne Telegram.

"La rédactrice en chef du portail d'information Russia News, Ekaterina Nadolskaya, s'est vue aujourd'hui refuser brutalement l'accès à la conférence de presse du Président français Emmanuel Macron au sommet du G20 à New Delhi. De plus, les Français ont tenté de casser son téléphone portable", a fait part Mme Zakharova.

Elle a rappelé que la raison de cette discrimination a été explicitement communiquée à la journaliste par un employé du service de presse français, notamment l'appartenance de celle-ci aux médias russes.

"Cet incident est une manifestation flagrante de racisme et de nationalisme agressif car il repose sur un acte de discrimination fondée sur la nationalité", a tranché la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères avant d'ajouter que Moscou "*exige de la part du palais de l'Élysée des excuses auprès de cette journaliste*".

"Chasse aux sorcières" à l'encontre des médias russes

Selon elle, Paris avait lancé une véritable "*chasse aux sorcières*" dans son propre espace d'information et a éliminé la présence des médias russes en créant des conditions insupportables pour leur travail.

Une telle politique, "*imprégnée de mensonges, d'arrogance et d'un complexe d'exclusivité*", finira par jouer contre ses partisans, a précisé Maria Zakharova.

"Nous ne pouvons pas et n'ignorerons pas humblement le fait que l'avant-garde des pseudo-démocraties occidentales, cette fois en la personne de la France, a donné une fois de plus l'exemple d'une discrimination raciale et de violations des principes fondamentaux de la démocratie", a-t-elle martelé.

Les représentants de 11 médias français sont actuellement accrédités en Russie et ils ont tous un accès libre aux événements de presse du ministère russe des Affaires étrangères, a ajouté la porte-parole de la diplomatie russe. Selon elle, personne n'a empêché le correspondant de

l'Agence France-Presse accompagné d'un caméraman d'assister aujourd'hui à la conférence de presse du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à l'issue du sommet du G20. fr.sputniknews.africa 10 septembre 2023

Xénophobie ou russophobie d'Etat contagieuse.

Un chef de Sputnik expulsé de Moldavie, le directeur de Rossiya Segodnya réagit - fr.sputniknews.africa

Selon le journaliste Vitaly Denisov, les agents du service migratoire moldave sont venus chez lui à Chisinau et l'ont emmené à l'aéroport sans lui laisser emballer ses affaires. Dmitri Kisselev a dénoncé "*la politique destructive du gouvernement de la Moldavie*".

L'incident est un exemple d'une campagne de persécutions contre les journalistes russes en Europe. Ceux-ci sont cibles d'une attaque massive de la part des pays occidentaux.

G20

G20 : l'Union africaine devient officiellement membre permanent - AFP/LePoint.fr 9 septembre 2023

L'Union africaine a officiellement pris place en tant que nouveau membre du G20 samedi, à l'invitation de l'hôte du sommet à New Delhi, le Premier ministre indien, Narendra Modi. L'élargissement de l'Union africaine au « G21 » est une victoire diplomatique notable pour Narendra Modi.

« L'Inde a proposé d'accorder le statut de membre permanent du G20 à l'Union africaine. Je crois que nous avons l'accord de tous sur ce point », a déclaré Narendra Modi dans son discours d'ouverture du sommet. « Avec l'approbation de tous, je demande au chef de l'UA de prendre place en tant que membre permanent du G20 », a déclaré Narendra Modi dans son allocution d'ouverture du sommet. AFP/LePoint.fr 9 septembre 2023

J-C – Le G20, c'est le bal des pantins, c'est de la com pour la galerie, le pouvoir est ailleurs ou les choses sérieuses se décident ailleurs...

L'Occident a subi "un coup dur" au sommet du G20 en Inde, selon FT - fr.sputniknews.africa 9 septembre 2023

La déclaration finale du sommet du G20 en Inde a été "un coup dur" pour les pays occidentaux en raison de l'absence de consensus quant à la situation en Ukraine, écrit un observateur du journal britannique Financial Times.

"Cette déclaration, élaborée pendant des semaines de négociations entre diplomates, a été un coup dur pour les pays occidentaux, qui ont passé l'année dernière à essayer de persuader les

pays en développement de condamner Moscou et de soutenir l'Ukraine", lit-on dans le journal. fr.sputniknews.africa 9 septembre 2023

Afrique.

Le rejet de la France en Afrique francophone sanctionne 12 ans de trahisons par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 septembre 2023

Rien ne survient par hasard en politique. Les Français ne comprennent pas pourquoi les Africains francophones les rejettent soudainement. Ils se consolent en accusant la Russie de sombres machinations. En réalité, ils récoltent uniquement les fruits de ce qu'ils ont semé depuis 12 ans. Cela n'a rien à voir avec ce que furent le colonialisme et la Françafrique. C'est exclusivement la conséquence de la mise à disposition de l'armée française à la stratégie états-unienne.

<https://www.voltairenet.org/article219656.html>

L'Afrique indépendante et souveraine aux services des peuples africains, ce n'est pas pour demain !

L'Afrique enfin unie dans la lutte contre le dérèglement climatique - lepoint.fr 7 septembre 2023

CAP. Finance verte, crédits carbone, COP28 : à l'issue du Sommet africain sur le climat, les chefs d'État ont adopté une déclaration commune et accéléré l'agenda africain.

« *L'Afrique possède à la fois le potentiel et l'ambition d'être un élément essentiel de la solution mondiale au changement climatique* », affirment les participants dans leur déclaration finale commune, baptisée « *déclaration de Nairobi* », un texte de huit pages. lepoint.fr 7 septembre 2023

Mali.

Le Mali suspend les exportations de lithium - afriquemediatv 6 septembre 2023

Une correspondance a été reçue du ministère malien des Mines pour suspendre les opérations d'expédition directe de minerai à Goulamina, indique le communiqué.

La raison: le pays veut commencer à fournir du concentré de lithium, plus rentable, à l'étranger à partir de 2024, d'après la société australienne Leo Lithium. Goulamina exploite un gisement dans la région de Kayes, situé à environ 150 km de Bamako. Il s'agit de l'un des plus grands d'Afrique.

Plus tôt, Bloomberg avait indiqué que la production de lithium sur le continent africain devrait être multipliée par plus de 30 d'ici 2027: les exportations pourraient donc correspondre à 12% de l'offre mondiale. afriquemediatv.com 6 septembre 2023

RDC.

La RDC demande le départ de la MONUSCO - apr-news.fr 7 septembre 2023

Pour la RDC, la présence prolongée de la MONUSCO sur son territoire est perçue comme une entrave à sa pleine souveraineté.

Le pays aspire à assumer le plein contrôle de ses affaires internes, notamment face à la montée des groupes armés et des tensions régionales.

La volonté de Kinshasa de diriger la sécurité et le développement du pays est au cœur de cette demande de retrait anticipé. « *Après tant d'années, tant de milliards dépensés, où sont les résultats tangibles?* »

« *Les groupes armés, dont le M23 et les forces rwandaises, continuent de sévir, notamment dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu* », a déclaré Christophe Lutundula, vice-Premier Ministre et ministre des Affaires étrangères

La présence de la MONUSCO en RDC s'étale sur deux décennies, et malgré cela, la stabilité reste insaisissable. Les groupes armés continuent d'opérer, et les zones clés restent déchirées par les conflits.

Le gouvernement congolais remet en question le rôle et l'efficacité de la MONUSCO, se demandant si après tant d'années et d'investissements, les résultats escomptés sont réellement au rendez-vous.

Si le gouvernement congolais exprime des réserves quant à la MONUSCO, cela ne signifie pas la fin de la collaboration avec les Nations Unies.

La RDC semble déterminée à explorer de nouveaux mécanismes de collaboration, mieux adaptés aux réalités et aux défis contemporains du pays.

Cela suggère une volonté de repenser et d'adapter le partenariat pour un impact plus significatif.

L'avenir de la MONUSCO en RDC dépendra en grande partie du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Alors que la RDC a clairement exposé ses préoccupations, l'ONU doit évaluer les implications d'un retrait prématuré.

La balance entre respecter les souhaits de la RDC et assurer la sécurité et la stabilité régionales sera délicate à trouver. apr-news.fr 7 septembre 2023

Gabon.

Gabon : le Premier ministre de transition favorable à un délai de "24 mois" avant l'organisation d'élections - BFMTV 11 septembre 2023

Un délai de deux ans avant les élections libres promises au Gabon par les militaires ayant renversé le président Ali Bongo est un "*objectif raisonnable*", a estimé dimanche auprès de l'AFP le Premier ministre de transition.

"Il est bon de partir sur un objectif raisonnable en disant: nous avons le souhait de voir le processus aboutir en 24 mois pour qu'on puisse revenir à des élections", a déclaré Raymond Ndong Sima. BFMTV 11 septembre 2023

Gabon : le Président de la Transition s'entretient avec le chef de file de l'opposition - afriquemedia.tv 6 septembre 2023

« Aujourd'hui, je me suis rendu au domicile du professeur Albert Ondo Ossa, avec lequel j'ai pu échanger en toute convivialité et dans un esprit de franchise et de constructivité », a déclaré Brice Oligui Nguema sur son compte de la plateforme X (ex-Twitter).

Commentant sa rencontre avec le président de la transition, Albert Ondo Ossa a, pour sa part, déclaré sur son compte officiel sur X : *« Mes chers compatriotes, Aujourd'hui à mon domicile, j'ai pu en toute intimité et collégialité m'entretenir avec le Président de la Transition et la restauration des institutions »*.

Et d'ajouter : *« Osons croire à un avenir meilleur et resplendissant pour notre cher pays, le Gabon »*. afriquemedia.tv 6 septembre 2023

Niger.

Niger : Le chargé d'Affaires de l'ONU alerte sur des «violations» de la France et de la CEDEAO - aa.com.tr 8 septembre 2023

Le chargé d'Affaires de la mission permanente de l'ONU (Organisation des Nations unies) au Niger a fait état de *«violation du droit international contre le Niger»*, commise par le Gouvernement français et la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

Dans le préambule d'un courrier adressé au Conseil de sécurité des Nations unies, le 28 août dernier, et révélé par le chercheur Julien Antouly, le Chargé d'affaires par intérim de la mission du Niger à l'ONU, Idrissa Aboubacar Daddo note *«que depuis le changement de régime intervenu le 26 juillet 2023, la République du Niger fait face à des sanctions des Organisations régionales et sous-régionales dont certaines d'entre elles sont contraires au*

droit des dites organisations internationales, au droit international général et à la Charte des Nations unies, mesures qui ne sont pas sans conséquence sur la vie des populations nigériennes. La République du Niger fait l'objet également d'actes graves qui sont de nature à porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales par la République Française».

Violations de la CEDEAO

Comme le précise le chercheur Julien Antouly, le chargé d'Affaires de l'ONU, dénonce les sanctions adoptées par la CEDEAO, dont certaines dépassent les mesures prévues par les textes de l'organisation, notamment la fermeture des frontières et la suspension des transactions commerciales, qui sont prises en violation des textes de la CEDEAO.

Dans son courrier, Aboubacar Daddo dénonce également les menaces d'interventions de la CEDEAO, qui constituent une *«violation de l'interdiction du recours à la force»*, en raison du non-respect des règles procédurales du Protocole de Lomé ainsi que de l'absence d'autorisation du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Violations de la France

La Mission dénonce également une série *«d'actes graves qui sont de nature à porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales par la République Française»*.

Parmi ces violations commises par la France, figure notamment *«la recherche des voies et moyens pour intervenir militairement au Niger»*, en coordination avec *«les anciennes autorités nigériennes»*, ainsi que le refus de reconnaître la décision des autorités nigériennes de rappel de l'ambassadeur du Niger à Paris, mais aussi le refus français de reconnaître la dénonciation des *«accords de coopération et arrangement technique dans les domaines de la défense et de la sécurité»*, soit son refus de rapatrier les 1500 soldats français présents sur le territoire nigérien.

Le chargé d'Affaires de la mission permanente de l'ONU au Niger a également dénoncé le *«comportement des forces françaises sur le territoire nigérien et de leurs complices terroristes»*.

«En effet, le 09 août 2023, aux environs de 06 h 30, le détachement de la Garde nationale du Niger (GNN) de Bourkou-Bourkou (30 km du site aurifère de Samira) a fait l'objet d'une attaque. À travers une communication directe avec les partenaires occidentaux, le comportement des forces françaises a été fustigé, pour avoir, de façon unilatérale, libéré des éléments terroristes prisonniers. Ces derniers ont été regroupés dans une vallée du village de Fiteli (28 km nord-ouest de Yatakala) où une réunion de planification s'est tenue dans l'objectif d'attaquer ces positions militaires dans la zone des trois frontières. Les chefs d'éléments terroristes, au nombre de seize, ont été appréhendés dans trois opérations dont deux en territoire nigérien et un en territoire malien», peut-on lire dans le courrier adressé au Conseil de sécurité des Nations unies.

À travers son courrier, le chargé d'Affaires dénonce également *«la violation répétée et continue de l'espace aérien nigérien»* par les forces aériennes françaises.

Pour rappel, suite à la prise de pouvoir par les militaires au Niger le 26 juillet dernier, l'ambassadeur de France au Niger, Sylvain Itté a été sommé, par les militaires au pouvoir, de

quitter le Niger dans un délai de 48 heures. Un ultimatum, lancé le 27 août, auquel la France a refusé de se conformer, incitant son représentant à ne pas quitter le sol nigérien et rejetant catégoriquement les exigences d'un pouvoir qu'elle juge illégitime pour fonder une telle requête.

Les autorités nigériennes exigent également le départ des 1500 militaires français du territoire nigérien, une autre exigence à laquelle Paris refuse de se plier. aa.com.tr 8 septembre 2023

Putch au Niger: le régime militaire accuse la France de préparer une "agression" - AFP/BFMTV 10 septembre 2023

"La France continue de déployer ses forces dans plusieurs pays de la Cédéao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, NDLR) dans le cadre de préparatifs d'une agression contre le Niger, qu'elle envisage en collaboration avec cette organisation communautaire", a déclaré un membre du régime, le colonel-major Amadou Abdramane, dans un communiqué lu à la télévision nationale.

Selon le communiqué, le régime a constaté depuis le 1er septembre que *"deux aéronefs de transport militaire type A400M et un Dornier 328 ont été déployés en renfort en Côte d'Ivoire", et que "deux hélicoptères multirôles type Super Puma" et "une quarantaine de véhicules blindés" l'ont été "à Kandi et Malanville au Bénin".*

Un navire français au Bénin

"Le 7 septembre 2023, un navire militaire français a accosté à Cotonou (Bénin, ndlr) avec à son bord, du personnel et des moyens militaires", selon le communiqué.

Les généraux au pouvoir font également état d'*"une centaine de rotations d'avions militaires cargo ayant permis de débarquer d'importantes quantités de matériel et d'équipement de guerre au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Bénin, pour ne citer que ceux-là".*

Le régime a affirmé dans le communiqué que ces forces étaient désormais présentes *"illégalement"* au Niger. *"Le 1er septembre", le "chef d'état-major des armées du Niger a reçu à Zinder le commandant des forces françaises au Sahel pour discuter d'un plan de désengagement des capacités militaires françaises", a-t-il indiqué.*

Le régime dit avoir été informé d'*"une annonce de retrait (...) qui nous vient d'un niveau opérationnel et n'est donc portée ni par l'état-major des armées françaises, ni par le gouvernement français et n'a fait l'objet d'aucun communiqué officiel"*. AFP/BFMTV 10 septembre 2023

Iran.

L'Iran achève une nouvelle phase dans le plus grand gisement de gaz du monde - new.thecradle.co 28 août 2023

La semaine dernière, le président iranien Ebrahim Raisi a inauguré la 11^e et dernière phase du champ gazier de South Pars (SPGF). Cet événement a marqué une avancée significative dans le développement des ressources en gaz naturel du plus grand gisement de gaz naturel du monde, un domaine où l'Iran était considérablement en retard par rapport à son voisin du Golfe Persique, le Qatar. Cette expansion devrait accroître la consommation intérieure et stimuler les exportations de gaz iranien.

Le SPGF, un gigantesque gisement de gaz, contient environ 14 200 milliards de mètres cubes de gaz, soit 8 % des réserves mondiales totales de gaz, dont 47 % appartiennent à l'Iran. Il se trouve à 100 kilomètres des côtes et couvre une zone de 9 700 km², dont 3 700 km² sont sous le contrôle de l'Iran.

L'inauguration de la dernière phase est une réussite remarquable car elle s'est déroulée malgré les sanctions énergétiques unilatérales et sans la participation d'experts étrangers – un accomplissement salué par les médias iraniens comme un « *succès remarquable* » pour le gouvernement Raïssi.

La phase 11 du SPGF est restée partiellement achevée pendant plus de deux décennies. Étant située à la frontière d'un champ partagé avec le Qatar, chaque retard signifiait davantage de revenus gaziers pour Doha.

Au cours des 20 dernières années, diverses sociétés étrangères ont été chargées de mener à bien la phase finale, mais chaque effort est resté inachevé, souvent en raison des sanctions occidentales. Notamment, la société française TotalEnergies a été la principale entreprise sélectionnée pour ce projet de plusieurs milliards de dollars, après avoir conclu des contrats en 2000 et 2017 pour le développement de la phase 11.

Le SPGF est une pierre angulaire du secteur énergétique du pays. En moyenne, il produit 680 millions de CMD, couvrant 75 pour cent de la consommation iranienne de gaz, 40 pour cent de la production d'essence et 50 pour cent de la production d'électricité.

En outre, les différentes raffineries du sud contribuent environ 3,5 milliards de dollars par an aux revenus énergétiques du pays, fournissant ainsi de l'emploi à plus de 60 000 personnes.

Les premières étapes de la phase 11 propulseront la production de gaz à 15 millions de CMD. Alors que le projet est complètement achevé, l'objectif ultime est de 56 CMD, complétant la capacité de production existante de la SPGF.

De plus, l'achèvement de cette phase a amélioré les perspectives d'exportation de gaz de l'Iran. Avec la production de 56 millions de CMD, la phase 11 produira 290 millions de barils de condensats de gaz, 14 millions de tonnes de gaz liquéfié, 315 milliards de mètres cubes de gaz non corrosif, 12 millions de tonnes d'éthane et 2 millions de tonnes de soufre.

Grâce à cette capacité accrue, l'Iran peut établir une position crédible pour les futures négociations concernant l'approvisionnement en gaz de l'Europe, en particulier si la crise ukrainienne persiste pendant l'hiver prochain.

L'achèvement de la phase 11 stimule l'économie iranienne. Selon l'agence de presse officielle ISNA, ce projet devrait générer jusqu'à 10 000 emplois et injecter 20 milliards de dollars dans l'économie. En outre, cela promet de redonner un nouveau souffle au secteur pétrolier et gazier iranien en difficulté, aux prises avec des défis persistants liés aux sanctions et aux investissements étrangers limités.

L'augmentation de la capacité énergétique est sur le point de propulser les ports iraniens vers une plus grande prospérité, les plaçant sur un pied compétitif avec les Émirats arabes unis, Oman et l'Arabie saoudite. Même si l'Iran a encore un long chemin à parcourir pour égaler les capacités de ces ports du Golfe, ses propres capacités ont augmenté de façon impressionnante de près de 40 % en sept ans, de 2014 à 2021.

L'Iran compte 11 ports majeurs et plus de 90 % de son commerce extérieur s'effectue par le biais du transport maritime. Téhéran s'est fixé un objectif ambitieux : atteindre une capacité de manutention de fret de 500 millions de tonnes au cours des cinq prochaines années. L'augmentation de la production et des exportations d'énergie peut accélérer la réalisation de cet objectif.

<https://new.thecradle.co/articles/iran-independently-completes-new-phase-in-worlds-largest-gas-field>

Algérie.

Les terroristes bien hébergés par la «*Trial*» en Suisse - Mondialisation.ca, 05 septembre 2023

L'Algérie par la voix de son ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a réagi à la nouvelle provocation helvétique, actée par une accusation ciblant l'ancien ministre algérien de La Défense Nationale Khaled Nezzar. Une instrumentalisation de la justice visant l'Algérie et son ANP, digne héritière de l'ALN, un rempart infranchissable qui avait vaincu le terrorisme, dont certains de ses commanditaires retrouvent refuge en terre helvétique, bénéficiant au passage de toutes les commodités pour s'attaquer à l'Algérie, qui refuse de se plier au diktat du néocolonialisme et du sionisme.

Ainsi, il est clair que l'accusation du procureur fédéral helvétique ne vise nullement la personne de Khaled Nezzar, mais l'Algérie et sa politique souveraine, dans une conjoncture internationale versée vers des bouleversements annonciateurs de la naissance d'un nouvel ordre mondial multipolaire.

https://www.mondialisation.ca/les-terroristes-bien-heberges-par-la-trial-en-suisse/5681031?doing_wp_cron=1694407982.7388670444488525390625

Etats-Unis.

Qui dirige les Etats-Unis et ses vassaux, alliés ou semblables, qui détient réellement le pouvoir ?

J-C - C'est plus que de la fatigue, de la démence !

Joe Biden répond de manière confuse en conférence de presse, Karine Jean-Pierre obligée d'intervenir - Le HuffPost 12 septembre 2023

La porte-parole de la Maison Blanche a fini par interrompre le président américain en annonçant la fin de la conférence de presse dans la confusion générale.

Nouvelle bizarrerie au sujet du président américain. Ce lundi 11 septembre, le président des États-Unis Joe Biden s'est offert une nouvelle séquence intrigante autour de son état de forme lors d'une conférence de presse au Vietnam, après cinq jours de voyage en Asie.

À Hanoï, après la fin du sommet du G20 en Inde ce dimanche 10 septembre, Joe Biden répondait aux questions des journalistes sur divers sujets internationaux. Mais le chef d'État semblait déboussolé avant même de commencer à répondre, comme en atteste sa réflexion au moment de prendre le micro : « *On est le soir, n'est-ce pas ?* ».

Lors d'une question sur le changement climatique, l'allusion à un film avec John Wayne a visiblement rendu inquiet le personnel de la Maison Blanche, qui a finalement décidé de mettre un terme aux questions des journalistes face aux phrases incohérentes de Joe Biden.

Selon des propos rapportés par SkyNews, voici ce que répondait le président américain, visiblement fatigué : « *Vous savez, c'est... et l'un... l'un d'eux est... il y a... il y a un film sur John Wayne. C'est un éclaireur indien. Et ils essaient de ramener les... je pense que c'était les Apaches... une... une des grandes tribus d'Amérique dans la réserve* », commence par bafouiller le successeur de Donald Trump à la Maison Blanche.

« *Et l'éclaireur indien... l'Indien regarde John Wayne, désigne le soldat de l'Union et dit : 'C'est un soldat poney menteur à tête de chien'* », ajoute alors le président avant d'arriver à sa conclusion : « *Eh bien, il y a beaucoup de soldats poneys menteurs à tête de chien sur le réchauffement climatique* ».

Peu de temps après, lors d'une autre question le président américain a qualifié le Vietnam de pays « *du tiers-monde* », avant de se reprendre en le qualifiant de pays de l'« *hémisphère sud* ».

« *Nous en avons parlé lors de la conférence dans son ensemble, nous avons parlé de stabilité, nous avons parlé de veiller à ce que le tiers-monde, euh... Excusez-moi, le tiers-monde... le euh... l'hémisphère sud ait accès au changement* », a-t-il dit avant d'être interrompu par Karine Jean-Pierre, porte-parole de la Maison-Blanche.

Cette dernière a en effet coupé le micro de président, alors que ce dernier parlait toujours : « *Merci, c'est la fin de cette conférence de presse* », a-t-elle déclaré pour couper court aux très

nombreuses questions des journalistes. Quant à Joe Biden il s'est contenté d'ajouter : « *Je ne sais pas ce qu'il en est pour vous, mais moi je vais aller me coucher* ».